

HORS-SÉRIE

LA CROIX

L'islam, pourquoi
c'est compliqué



Hors-série LA CROIX édité par BAYARD PRESSE S.A., société anonyme à directoire et conseil de surveillance.
18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. Téléphone : 01.74.31.60.60. Fax : 01.74.31.60.01 Directeur de la
publication : Pascal Ruffenach, président du directoire. Directeur : Guillaume Goubert. Reproduction d'articles
interdite sauf autorisation de la Direction. N° de commission paritaire (CPPAP) : 11019 C 85695. Dépôt légal
à date de parution. Abonnement annuel plein tarif : 474 € - Prix : 12 € - ISBN : 9791029611681

LA CROIX

L'islam, pourquoi c'est compliqué



Recueil d'articles parus entre
janvier et février 2021

Sommaire

Débattre de l'islam	7
---------------------------	---

Le Coran, un texte immuable ?

En Allemagne, la théologie islamique émerge à l'université	8
Le Coran.....	11
Étudier le texte pour « Éteindre le feu »	12
Le Coran peut-il être interprété ?.....	13

Les croyants, une unité de façade ?

« Être noir en islam, c'est compliqué »	16
Le tawhid	19
Au service du débat	20
Une communauté entre unité et division	21

Une pratique sans spiritualité ?

Des quadras en quête de spiritualité et d'action.....	24
Le soufi	27
Imame au féminin.....	28
L'islam, foi, pratique ou identité ?	29

Hors de l'islam, point de salut ?

Couples mixtes, des réticences à lever	32
Islam	35
Aider tous ceux qui en ont besoin	36
Pourquoi cette sévérité avec les autres croyants et les incroyants ?	37

En France, des mémoires conflictuelles ?

« Chacun doit regarder son histoire avec honnêteté »	40
L'humour pour abattre les murs.....	44
L'ijtihad.....	45

La violence, comment s'en défaire ?

Jawdat Saïd, la voix d'un islam non-violent.....	46
Le djihad	49
L'humour au service de la pédagogie	50
Une violence à délégitimer	51

La politique, au service de la religion ?

La Turquie est-elle encore laïque ?	54
La dawla	57
La République sans réserve	58
La difficile séparation entre loi civile et « loi divine »	59

L'invisible féminin ?

Des femmes ni soumises, ni visibles	62
Maryam	65
Associer le voile à la robe noire	66
Les femmes, une égalité à conquérir	67

Une simplicité attirante ?

Les convertis, une caricature à gommer	70
Le nabi	73
Dieu et les étoiles	74
Abandonner l'islam reste mal vu	75

Quelle place en France ?

Un islam « français », difficile mais pas impossible	78
Faransa	81
Entre Aladin et Django	82

Comprendre

L'approche chrétienne des autres religions	86
Les autres croyants « associés » au mystère pascal	90
Ne pas se laisser piquer deux fois	90

Réflexions

Hakim El Karoui : « Le djihadiste n'est pas un nihiliste, il a un projet de société »	92
Un nouveau dialogue islamo-chrétien	96
« Ne nous croyons pas propriétaires de la vérité »	100

L'islam, pourquoi c'est compliqué

Interprétation figée du Coran, poids des traditions, politisation de la religion... l'intégration des musulmans en France n'est pas simple. Pendant deux semaines, « La Croix » décrypte les difficultés et présente des signes d'évolution positive.



Pascal Delioche/Getty Images

Débattre de l'islam

Les islamistes font peser une menace en France, idéologique et parfois terroriste. Les musulmans, non. C'est tout l'enjeu du projet de loi « *confortant le respect des principes de la République* », en discussion à l'Assemblée nationale, de ne pas confondre les uns et les autres. Leur référentiel est largement commun, mais aussi pluriel et dissonant : c'est l'islam, au sens d'une religion pétrie d'histoire et de traditions, traversée de courants rivaux qui se sont développés à partir d'un socle originel magnifié. Transmis dans le cocon des familles ou redécouvert sur Internet, ce patrimoine permet à de nombreux musulmans de vivre leur foi et de se forger une identité, parfois en décalage avec la société environnante.

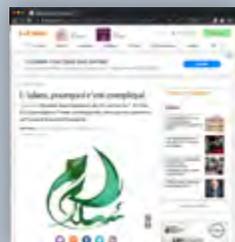
L'articulation des fondements culturels et culturels de l'islam avec la laïcité est un des grands enjeux de la décennie qui vient. Le processus est difficile et incertain. En témoigne le refus de certaines fédérations d'adopter la charte des principes pour l'islam de France élaborée ce mois de janvier par le Conseil français du culte musulman. Une évolution est toutefois perceptible, grâce à un effort de réinterprétation de savoirs et de remise en cause de doctrines qui paraissaient immuables. Grâce aussi à l'énergie de penseurs, hommes et femmes, qui désirent que leur foi les aide à vivre pleinement ici et maintenant.

C'est de cette dynamique que *La Croix* va rendre compte pendant deux semaines. En analysant ce qui, dans la tradition musulmane et dans l'histoire, complique l'insertion de l'islam dans la société française et la coexistence entre musulmans et non-musulmans. Et en faisant ressortir des pistes théologiques qui s'inventent aujourd'hui pour une pratique plus libre et apaisée. Notre journal, inscrit dans le christianisme, souhaite ainsi contribuer à un débat décrispé et tempéré.

Jean-Christophe Ploquin

Retrouvez ce dossier, et plus encore sur notre site Internet :

*[www.la-croix.com/Religion/
Lislam-pourquoi-cest-
complique-2021-01-25-1201136857](http://www.la-croix.com/Religion/Lislam-pourquoi-cest-complique-2021-01-25-1201136857)*



Le Coran, un texte immuable ?

L'exégèse du Coran, longtemps bridée par des courants littéralistes

En Allemagne, la théologie islamique émerge à l'université



— Des instituts universitaires de théologie islamique existent dans une dizaine d'universités publiques allemandes.

— S'inspirant de leurs homologues protestants et catholiques, ils contribuent à faire évoluer le discours musulman, même si les défis restent nombreux.

Il y a dix ans exactement étaient fondés, en Allemagne, les premiers instituts universitaires de théologie islamique. Au nombre de cinq au départ, ils sont désormais onze à travers le pays, d'Osnabrück à Francfort, en passant par Münster et Berlin. « *En dix ans, nous pouvons affirmer que la théologie islamique s'est établie en Allemagne* », estime Bülent Ucar.

Directeur de celui de l'université d'Osnabrück, en Basse-Saxe, il est l'un des initiateurs de ce projet soutenu par le ministère fédéral de l'éducation et par les autorités des diverses régions concernées. Deux mille cinq cents étudiants, dont deux tiers de femmes, ont suivi ces cursus à travers le pays. « *Nous avons nos premiers diplômés, nos premiers doctorants ; nous comptons une cinquantaine de professeurs et nous formons des enseignants de religion islamique pour les écoles publiques. Cela fait partie de nos objectifs initiaux* », résume-t-il.

En Allemagne, écoliers du primaire, au collège et au lycée ont en effet droit à un enseignement religieux dans les écoles publiques. Au départ limité aux confessions catholique, protestante et juive, cet enseignement s'est ouvert à l'islam dans les années 2000. La création des instituts de théologie islamique, au sein des universités publiques, satisfait ainsi à la nécessité de former des professeurs.

« *Cet enseignement dans les écoles publiques est un symbole très fort qui répond à la demande de plusieurs associations islamiques afin que les musulmans soient traités à égalité avec les catholiques et les protestants* », explique Sylvie Toscer-Angot, maître

De jeunes musulmanes assistent à l'inauguration du Centre de théologie islamique à l'université allemande de Münster, en 2012.



de conférences en études germaniques à l'université Paris-Est-Créteil et auteure d'un ouvrage sur l'islam dans le système éducatif allemand⁽¹⁾.

La création de ces instituts répond aussi « à une forte diversification de l'islam » dans le pays, rappelle Fahimah Ulfat, professeure de pédagogie religieuse musulmane à l'université de Tübingen. Au départ essentiellement constitués de travailleurs immigrés turcs, les six millions de musulmans du pays se répartissent aujourd'hui entre différentes communautés dont les membres sont issus des Balkans, des pays arabes, d'Iran ou d'Afghanistan.

Lors de leur création, ces départements de théologie islamique ont pris pour modèle les facultés catholiques et protestantes déjà existantes dans les universités publiques. « Nous prenons exemple sur elles, entre autres, pour développer la pédagogie religieuse musulmane, explique Fahimah Ulfat. Le travail interdisciplinaire avec les protestants et les catholiques est d'une importance fondamentale. » De fait, ces nouveaux cursus associent l'étude du Coran à l'apprentissage de plusieurs langues étrangères et surtout aux sciences sociales telles que l'histoire, la sociologie et la philosophie.

« L'objectif n'est pas que les étudiants puissent réciter ou mémoriser le Coran mais plutôt mener une réflexion par le biais des sciences sociales, commente Bülent Ucar. Nos méthodes sont plus "ouvertes" que celles de la plupart des instituts musulmans. Sur le fond aussi, nos positionnements sont plus progressistes, notamment sur les questions de la place des femmes ou des minorités. »

À Tübingen, Fahimah Ulfat dresse un constat similaire. « Notre but n'est pas uniquement de faire de la recherche sur la tradition islamique mais de développer la théologie islamique dans le contexte allemand et européen, estime-t-elle. La théologie est faite pour évoluer et doit répondre aux questions dans un contexte et une époque précis. Il est ainsi urgent de réformer le droit islamique. En Europe, nous avons la chance de pouvoir faire de la recherche sans crainte. Nous pouvons réellement parler d'une théologie islamique allemande. »

« La théologie est faite pour évoluer et doit répondre aux questions dans un contexte et une époque précis. »

historico-critique adoptée dans ces cursus s'est imposée, mais peut dérouter certains étudiants qui ne s'attendaient pas à cela. » Les débuts ont parfois été laborieux, comme lors de la création de comités d'experts associant universitaires et responsables de communautés islamiques locales pour assurer la reconnaissance des diplômes, le recrutement d'enseignants ou la définition du contenu des formations.

Cette approche réformiste n'est toutefois pas sans créer des tensions. « Les communautés islamiques sont plus conservatrices que les enseignantes en poste dans ces instituts, confirme Sylvie Toscer-Angot. La méthode

D'autres projets ont eu du mal à se mettre en place. Après une première tentative avortée, un cursus pour former des imams en langue allemande verra finalement le jour au printemps : il vise à limiter l'influence des imams financés par des pays étrangers... à condition que les mosquées indépendantes trouvent les moyens d'embaucher ces futurs diplômés.

En plus d'améliorer les relations avec les communautés locales, l'un des défis majeurs à relever à l'avenir sera d'augmenter le nombre de diplômés afin de répondre aux besoins de professeurs de religion islamique dans les écoles. « Seuls 10% des enfants de confession musulmane ont un accès à des cours de religion dans les écoles. Nous ne sommes qu'au début d'un long chemin », constate Büilent Ucar.

Pour Sylvie Toscer-Angot, l'Allemagne a en tout cas « réussi à s'assurer une position très crédible au niveau international » grâce à ce système de coopération entre autorités publiques et acteurs musulmans. « À l'inverse de la France et de son système laïque pas toujours vu d'un œil favorable par beaucoup de pays musulmans. »

Delphine Nerbollier,
notre correspondante à Berlin (Allemagne)

(1) *La Reconnaissance de l'islam dans le système éducatif allemand 1960-2015*, à paraître aux Presses universitaires d'Aix-Marseille, février 2021.

**le mot calligraphié
par Hassan Massoudy**

Le Coran

(la récitation)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Avant de devenir un nom propre, le mot Coran (qur'ân) apparaît dans le Coran sous la forme d'un mot ordinaire qui renvoie à un contexte oral. Il s'agit de dire que la parole surnaturelle entendue est "répétée fidèlement". C'est un enjeu essentiel, pour l'islam contemporain, de comprendre ce sens qui est celui de la langue arabe du VII^e siècle, en Arabie. Il était considéré comme essentiel que cette parole ne soit pas altérée, car elle cherchait à répondre aux besoins vitaux des tribus d'une Arabie aride où la famine pouvait toucher à tout instant, où la vie était extrêmement dangereuse. Le Coran porte donc des valeurs de solidarité, de respect de la parole donnée et d'éthique générale. Le Dieu qui y apparaît est foncièrement bienveillant, allié de l'homme, protecteur. »



Hassan Massoudy, irakien, né en 1944 à Nadjaf, est considéré comme l'un des plus importants calligraphes vivants. Il vit en France depuis plus de cinquante ans.

Le regard de Hassan Massoudy

« J'ai calligraphié le mot Coran autour de deux lignes droites, verticales, qui forment comme l'architecture du mot. Elles lui donnent une solidité. Avec ces deux axes, on se sent sécurisé. Ils supportent tranquillement les autres lettres qui les chevauchent. Au centre de la composition, une lettre forme comme un œil. Ici c'est la lettre qaf – pour le "c" de Coran –, qui est similaire à la lettre waw. Lors d'un voyage en Turquie, j'ai découvert que les soufis utilisaient la lettre waw pour invoquer Dieu. C'est la seule lettre de l'alphabet arabe qui, prise toute seule, peut signifier quelque chose. Elle désigne donc l'Unique, mais sert aussi pour la conjonction "et". Cette lettre évoque donc à la fois l'unique et le multiple. »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait



Étudier le texte pour « Éteindre le feu »

— **Hassan El Houari**, enseignant de théologie islamique à l'Institut européen des sciences humaines, affirme la nécessité d'une interprétation du Coran « en harmonie avec le contexte occidental ».

L'étude du Coran est une science et son interprétation n'est donc pas une mission à confier à n'importe qui. Tel semble être le mantra de Hassan El Houari. « *Les mosquées ne devraient pas inviter des imams sans diplôme et leurs titres universitaires devraient être affichés* », insiste cet enseignant de théologie islamique à l'Institut européen des sciences humaines (IESH) en région parisienne.

Ce lieu dédié aux sciences islamiques a été fondé par l'ex-UOIF (désormais Musulmans de France), mouvement proche des Frères musulmans. L'IESH est l'un des principaux lieux de formation pour imams en France et son antenne historique de Château-Chinon (Nièvre) a ouvert dès 1992.

Né au Maroc en 1973, Hassan El Houari y a obtenu une licence avant d'arriver en France au début des années 2000, où il a tenu à poursuivre son étude du Coran. En 2014, il obtient un master à l'IESH et y poursuit désormais son parcours comme intervenant et doctorant. « *En France, j'ai découvert une liberté de penser bien plus grande que dans les pays musulmans où il y a une autorité religieuse et politique qui ne doit pas être mise en cause* », assure-t-il.

Pour lui, l'institut est bien loin de l'image rigoriste qui en est parfois dépeinte. « *L'IESH fait un travail similaire à celui des pompiers, même plus : il intervient avant même que le feu ne se déclenche!* », résume-t-il, alors que la pression politique ne cesse de monter sur les organisations suspectées de prêcher le « *séparatisme* », en particulier la mouvance des Frères musulmans.

Ce travail, il certifie l'avoir mené lorsqu'il était imam principal de la mosquée de Gonesse, dans le Val-d'Oise, mise en cause après l'attentat de la préfecture de police de Paris d'octobre 2019 commis par l'un des agents qui y travaillait : « *S'il était venu écouter mes prêches, jamais il ne se serait radicalisé!* »

Depuis, Hassan El Houari a toutefois rompu les liens avec cette mosquée et prêche là où il est invité. En parallèle, il envisage de monter une activité entrepreneuriale lui permettant de « *côtoyer les gens, tout en pouvant nourrir (sa) famille.* »

Xavier Le Normand

Le Coran peut-il être interprété ?

— Considéré par la plupart des musulmans comme un livre « incréé », et donc parfois intouchable, le Coran a fait l'objet, au Moyen Âge, d'une tradition exégétique d'une grande profusion.

Pourquoi l'interprétation du Coran est-elle un sujet sensible ?

Synonyme de « récitation », *Al Qur'an* (en français le Coran) contient, selon la tradition islamique, la révélation reçue par le prophète de l'islam Mohammed, entre 610 et 632. L'ange Gabriel lui aurait dicté les versets tels quels, et ceux-ci auraient été mis par écrit une vingtaine d'années après la mort du Prophète, qui n'aurait fait que les réciter à ses compagnons. Malgré son statut bien connu de livre « incréé », le Coran a été abondamment étudié et commenté.

« *Le courant littéraliste, qui considère que le Coran se suffit à lui-même, que ses ambiguïtés sont voulues par Dieu et que l'interpréter est source d'égarements, a toujours existé, mais il a longtemps été très marginal en islam* », rappelle l'historien Mohammad Ali Amir-Moezzi⁽¹⁾. C'est depuis une cinquantaine d'années, avec l'essor du salafisme, que cette conception a gagné du terrain, valorisant essentiellement l'apprentissage par cœur.

Même en dehors des cercles salafistes, nombreux sont aujourd'hui les musulmans « *qui voudraient que le Coran soit un discours unique, et qui se méfient des interprétations différentes les unes des autres* », déplore Pierre Lory. Cet islamologue a contribué au récent site Internet Coran 12-21, qui présente différentes versions du Coran, dans trois langues différentes.

Pour lui, comme pour d'autres spécialistes, considérer le Coran comme un tout dogmatique et intouchable est non seulement dangereux, mais aussi erroné. « *La lecture littérale est en elle-même une interprétation, puisqu'elle est fondée sur la prémisse que les propos du Coran sont généralisables et peuvent faire fi des circonstances particulières* », remarque l'islamologue Abdessamad Belhaj, chercheur au Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain de l'Université catholique de Louvain.

Quelle est l'histoire de l'exégèse coranique ?

Plusieurs anecdotes transmises par la tradition islamique montrent un croyant venant consulter le prophète Mohammed sur le sens de tel ou tel verset. Il faut dire que le texte coranique est un corpus particulièrement ardu, au contenu

Malgré son statut bien connu de liore « incréé », le Coran a été abondamment étudié et commenté.

de plusieurs milliers de volumes, la littérature exégétique sur le Coran a connu son âge d'or du VIII^e au XII^e siècle. « *Les grands courants de pensée islamiques se sont tous développés à partir de la même interrogation : comment comprendre l'écriture sainte ?*, explique Mohammad Ali Amir-Moezzi. *L'islam a hérité de cette culture exégétique des milieux bibliques au sein desquels il s'est développé.* » Les commentateurs ne pouvaient toutefois pas interpréter le Coran à leur guise. On dénombre trois méthodes principales : la traditionnelle avait essentiellement recours aux sources scripturaires (le Coran et les hadiths) et à des analyses sur la langue arabe et la culture tribale ; la rationnelle faisait appel à la logique et à la pensée spéculative, la logique aristotélicienne ; et la mystique reposait sur une « *illumination* ».

« *Une posture postmoderne veut que le Coran soit dorénavant ouvert à toute interprétation*, s'inquiète Abdessamad Belhaj. *Mais cela ne doit pas être une excuse pour ne pas explorer l'intelligence interne du texte lui-même.* » Le lecteur contemporain du Coran doit tout de même recouvrer son « *autonomie* », reconnaît-il toutefois, regrettant que l'abondante littérature exégétique produite dans les siècles passés ait pu être « *sacralisée* ».

Comment renouveler l'interprétation du Coran au XXI^e siècle ?

Si la « *quasi-totalité* » des commentaires du Coran se font, encore aujourd'hui, dans le registre traditionnel, « *on sent depuis trois décennies les frémissements d'une nouvelle exégèse, qui recourt davantage aux méthodes académiques occidentales* », observe Mohammad Ali Amir-Moezzi. Non confessante, cette islamologie née dans le monde occidental commence à trouver un écho dans des pays musulmans comme l'Iran, la Tunisie ou la Turquie.

Pour ces chercheurs, l'enjeu est de ne plus seulement étudier le Coran à partir des sources musulmanes datant d'au moins un siècle et demi après la mort de Mohamed, mais de recourir aussi aux sources non musulmanes (notamment juives et chrétiennes) du contexte religieux de l'Antiquité tardive au sein duquel le Coran a émergé. Longtemps restées cloisonnées, ces deux approches – confessante et scientifique – pourraient bientôt se réconcilier.

Mélinée Le Priol

(1) Il a codirigé avec Guillaume Dye *Le Coran des historiens*, Éd. du Cerf, 2019, 3 408 p., 89 €.

repères

Dans le monde musulman, une formation très traditionnelle

Construite en 859 dans la vieille ville de Fès au Maroc, l'université Al-Quaraouiyine est considérée comme le plus ancien lieu d'enseignement de l'islam encore en activité dans le monde, avec la Zitouna à Tunis. Al-Azhar, fondée au X^e siècle au Caire, a un très grand rayonnement dans tout le monde musulman.

Aujourd'hui encore, une grande partie des imams officiant en Europe ont été formés dans de tels lieux, parfois même en Arabie saoudite, où règne l'école juridique hanbalite, la plus rigoureuse de l'islam sunnite.

La formation est traditionnelle, suivant les disciplines élaborées au Moyen Âge par les « savants » de l'islam : mémorisation et récitation du Coran, langue arabe, fondement du droit musulman, « science » des hadiths (propos ou gestes prêtés par la tradition au Prophète ou à ses compagnons), *sira* (vie) du Prophète et de ses compagnons...

Même en France, les instituts musulmans privés de formation n'introduisent que rarement et très partiellement l'étude de l'histoire, de l'archéologie ou de l'épigraphie, etc.

Les croyants, une unité de façade ?

Le mythe d'une communauté vouée à être unie et uniforme

« Être noir en islam, c'est compliqué »



— À Marseille, la communauté musulmane représente environ un tiers des habitants et est tissée de multiples origines.

— Cette diversité ne va pas sans divergences de vues, voire de franches stigmatisations.

« **J'**ai été reçu au Vatican, je suis allé à Jérusalem, mais cette mosquée-là, je n'y suis jamais entré », soupire le mufti Mohamed Kassim. La mosquée en question se trouve à cinquante mètres à peine de son domicile, au cœur du 3^e arrondissement de Marseille, le plus pauvre de la ville. Mais, assis derrière son bureau, le guide spirituel des Comoriens de France agite son doigt en signe de dénégation. S'il n'a jamais fréquenté cette salle de prière, c'est pour deux raisons : l'endroit a, par le passé, été suspecté de diffuser des prêches salafistes, et son imam est d'origine maghrébine.

En attendant que soit livrée la mosquée dont il pilote la construction, il fait donc plusieurs kilomètres pour rallier les salles de prière comoriennes dans les quartiers Nord, au Plan d'Aou ou à la Busserine. Les 80 000 Comoriens de Marseille sont comme lui : ils préfèrent prier entre eux.

Dans ce port multiculturel dont l'histoire s'est bâtie au fil des migrations, la communauté musulmane représenterait environ un tiers des Marseillais : entre 250 000 et 300 000 des 860 000 habitants. Une famille unie ? « *Pas tout le temps* », avoue l'imam Abdessalem Souiki, d'origine algérienne. Sur les 70 salles de prière recensées, la

majorité reçoit la population originaire du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), environ une vingtaine sont comoriennes, trois ou quatre accueillent les musulmans issus de l'immigration de l'Afrique de l'Ouest. « *Nous sommes essentiellement sunnites. Mais cela n'empêche pas les dissensions* », constate l'imam.

« *L'islam n'est pas seulement lié au Maghreb et au Moyen-Orient, mais il est aussi fait d'autres cultures, d'autres branches.* »



Le mufti Mohamed Kassim (au centre), dans la mosquée comorienne du quartier Saint-Mauront, à Marseille.

Les pratiques elles-mêmes sont très proches, sinon jumelles. *« L'islam n'a pas de frontière. Il n'y a pas de mésententes culturelles entre nous »*, balaise Ali Dahmani, président de la mosquée de la Capelette, l'une des plus importantes de la ville, reprenant le discours classique sur l'unité. De fait, il n'existe pas de divergences de fond mais des subtilités entre les courants malékite (prépondérant au Maghreb) et chaféite (qui prévaut aux Comores). Il y a en revanche de vraies querelles d'interprétation entre tenants du salafisme, des courants classiques et du soufisme.

Dans les mosquées comoriennes résonnent à la fois les langues arabe et comorienne. Ce n'est pas du goût de tous. *« Les Comoriens ne sont pas arabophones. Leur connaissance est donc basée sur une mémorisation parfois vidée de compréhension. En revanche, ils ont une psalmodie du Coran au-dessus de la moyenne »*, observe l'imam Souiki.

« Notre enseignement est de qualité, mais il y a parfois une carence au sein de la masse qui a une faible maîtrise de la langue. C'est exactement pareil chez les Maghrébins nés ici! », pique, en retour, Nassurdine Haidari, imam, militant associatif et politique, aux racines comoriennes.

L'échec de la construction d'une grande mosquée qui devait unir tous les fidèles marseillais – lié aux déchirements incessants entre les porteurs du projet algériens et marocains – symbolise cette discorde. Le mufti Kassim ne regrette qu'à moitié

que l'édifice ne voie pas le jour : « *Le leadership en aurait été assumé par les Maghrébins et cela aurait fini en guerre du micro, en bataille de pouvoir.* » L'imam Souiki s'agace : « *Ça n'a rien à voir avec le culte ; c'est politique, tout ça !* »

Au-delà des crispations politiques reste une stigmatisation, prégnante, à l'égard des musulmans d'origine africaine, en raison de leur couleur de peau, et « *qui ne passe pas* », affirme le mufti Kassim. Le racisme intracommunautaire existe.

« *Chez les anciens, les chibanis, il peut être vif* », admet Abdessalem Souiki. « *Il y a quelques années, j'ai cherché à réconcilier un couple d'un certain âge. La mère*

« Je sens parfois plus de respect à mon égard de la part de chrétiens que de mes frères musulmans. »

avait accepté que sa fille épouse un Comorien. Pour le père, un Algérien d'origine et très pratiquant, cela n'était pas possible. Cela a fini par un divorce, raconte-t-il. Dans la tête du père, un Comorien est forcément polygame ; il imaginait sa fille avec des coépouses. »

Nassurdine Haidari confirme : « *C'est tabou de le dire, mais être noir en islam c'est compliqué.* » Il en veut pour preuve « *une jurisprudence musulmane qui n'a pas encore réglé la question de l'esclavage. Ce qui fait que la pratique n'a pas encore disparu dans l'inconscient collectif* ». Comme d'autres, il entend les mots blessants : *oussif* (esclave), *kahlouche* (nègre)...

Dans son bureau encombré de livres de littérature et de théologie, le mufti Kassim l'assure : l'imam Doudi, expulsé vers l'Algérie en 2018 pour des discours haineux, et dont la mosquée As-Sounna a été fermée, « *traitait les Noirs de chiens dans ses prêches* ». « *Comment voulez-vous que je ne sois pas choqué ? Je sens parfois plus de respect à mon égard de la part de chrétiens que de mes frères musulmans.* »

Ce rejet est le fruit « *d'esprits faibles* », pose Abobikrine Diop. Le recteur de la mosquée Bilal, qui accueille en majorité des fidèles d'origine sénégalaise, préfère insister sur ce « *socle commun* » qui unit tous les musulmans quelle que soit leur origine. Porte-parole de la Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles, il est de ceux qui œuvrent « *à montrer que l'islam n'est pas seulement lié au Maghreb et au Moyen-Orient, mais qu'il est aussi fait d'autres cultures, d'autres branches, d'autres chaires* ». Et il envoie, au passage, un rappel aux autres membres de la communauté : « *Bilal, un des compagnons du Prophète, était noir. Je n'ai pas connaissance que le Prophète ait eu à son égard un traitement différencié.* »

Coralie Bonnefoy,
notre correspondante à Marseille (Bouches-du-Rhône)

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

Le tawhid

(l'unicité)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Le tawhid renvoie dans l'islam au dieu "un". Mais la notion est évolutive. Dans le Coran, le dieu local, "protecteur du point d'eau de La Mekke", se mue rapidement en dieu créateur, qui se suffit à lui-même et n'a pas d'associé. C'est une manière de délégitimer les trois déesses locales qui étaient supposées protéger les déplacements. Plus tard, sur la coupole du Rocher à Jérusalem, construite en 692, est inscrit un verset coranique (Sourate 4, Verset 171) qui récusé la Trinité, faisant simplement de Jésus, "Fils de Marie", le "messager" qui précède Mohammed. On semble être dans un défi à l'empire byzantin. Enfin, beaucoup plus tard, au milieu du XVIII^e siècle, le tawhid devient un enjeu interne à l'islam avec le mouvement sectaire du wahhabisme qui combat avec virulence les courants mystiques de l'islam qui sont accusés « d'associer » d'autres divinités à Dieu. »



Le regard de Hassan Massoudy

« Pour dessiner l'unité, j'ai utilisé dans cette calligraphie la forme du carré. Lors de mes premiers essais, je faisais plutôt des cercles. Là, j'ai déformé une des lettres (le h) pour la relier avec les autres et les faire entrer toutes dans un carré. J'ai agrandi cette lettre jusqu'à ce qu'elle enlace les autres lettres, comme dans un souffle. En calligraphie, le souffle est important. Tous les calligraphes travaillent sur le souffle. Quand on fait le geste, on coupe son souffle. Quand on va à l'encrier, on reprend souffle. »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait



Au service du débat

— **Mohammed Colin**, cofondateur du site d'information musulman SaphirNews, de père chrétien et de mère musulmane, ce passionné de communication a créé un site et un magazine au ton positif et soucieux de créer le dialogue.

La diversité au sein de l'islam lui tient à cœur. Enfant, Mohammed Colin se sent plus proche du catholicisme, sa religion paternelle. Puis, adolescent, il découvre l'islam, foi de sa mère. Petit à petit, s'ouvrant aux diverses branches de la tradition musulmane lui a permis de s'éloigner d'une approche fondamentaliste. Parallèlement, il découvre les médias pendant ses études – une maîtrise de sciences de l'information et de la communication à Paris 8 – et l'engagement associatif.

Les attentats du 11 septembre 2001 et la progression du Front national à l'élection présidentielle de 2002 le poussent à s'impliquer encore davantage. Avec son ami Mourad Latrech, il crée sur Internet SaphirNews (en arabe, *saphir* signifie « médiateur »), le premier « *quotidien musulman d'actualité* ». Tous deux veulent en faire une « *source d'information de référence* » sur le fait musulman à destination de toute la société, pour compléter – ou contrebalancer – les sujets qui commencent à fleurir sur le terrorisme islamiste.

Le site revendique aujourd'hui un million de visites mensuelles. « *Notre démarche était de créer du dialogue entre tous ces courants, car la communauté musulmane n'est pas monolithique* », affirme Mohammed Colin. Son approche contredit les tenants d'un islam identitaire, « *qui n'ont aucun intérêt pour le pluralisme* ». L'équipe de cinq journalistes tient à montrer la diversité et anime une rubrique « Débats ». « *La seule chose qui unifie parfois les musulmans, c'est le discours victimaire, qui a progressé en vingt ans sous la pression des conservateurs et du discours de la droite dure et de l'extrême droite* », regrette-t-il.

Mohammed Colin avait aussi lancé un mensuel, *Salamnews*, devenu trimestriel pour des raisons économiques. Lui aussi concourt à parler des cultures musulmanes « *dans leurs contributions au vivre-ensemble* ». La couverture du dernier numéro revient sur la nécessité pour les hommes de « *changer leur regard patriarcal* ». Le site a également lancé une série de vidéos pédagogiques, *La Casa del Hikma*, qui bat en brèche un certain nombre de préjugés sur l'islam.

Lola Manecy

Une communauté entre unité et division

— De même qu'ils affirment fermement l'unicité de Dieu, les musulmans se rêvent unis. Mais le fantasme d'une communauté « modèle » bute sur une réalité extrêmement plurielle et même conflictuelle.

Quelle est la situation à l'intérieur de la communauté musulmane ?

En Égypte, au Pakistan, en Irak ou en Afrique, des attentats commis par des musulmans font des dizaines de morts également musulmans : sunnites contre chiites, djihadistes contre soufis ou musulmans traditionnels, courants majoritaires contre musulmans minoritaires... Abritées derrière des justifications à la fois religieuses, ethniques et politiques, ces violences font des musulmans les premières victimes de l'islamisme. Nombreux sont les courants à prétendre représenter l'islam « authentique » et prêts à sanctionner – eux-mêmes ou en s'appuyant sur le pouvoir en place – ceux qu'ils jugent déviants.

La reconnaissance du pluralisme interne est compliquée par un fantasme de l'unité. Lié à l'affirmation farouche de l'unicité de Dieu, associé à la puissance et à une sorte d'« âge d'or » de l'islam, il reste présent chez bon nombre de musulmans et instrumentalisé par les militants islamistes.

« Il s'agirait selon eux de retrouver le modèle idéal qui aurait été celui de l'oumma bâtie à Médine par le Prophète lui-même, écrit l'anthropologue Jacqueline Chabbi⁽¹⁾. Les premiers musulmans exemplaires, représentés à travers la figure des “pieux compagnons”, y auraient participé avec enthousiasme. Ils auraient œuvré pour faire passer dans les faits les commandements intemporels du Coran émanant du divin. Cela donne l'idée de la “Constitution” basée sur le Coran que les musulmans d'aujourd'hui sont invités à restaurer. »

Qu'est-ce que l'oumma ?

Le terme *oumma* revient à 62 reprises dans le Coran, généralement au sens de « communauté », mais parfois aussi – pour désigner Abraham – dans le sens de « guide ». La prédication de Mohammed lui donne un sens particulier : celle d'une fraternité entre croyants, s'ajoutant à l'ancienne solidarité tribale ou clanique. « *Les musulmans sont durs envers leurs ennemis, miséricordieux entre eux* », souligne ainsi le Coran (48, 29).

L'oumma rassemble d'abord des musulmans et, le cas échéant, des juifs et des chrétiens avec lesquels ils peuvent conclure une alliance. Plus tard, les interprétations

se feront parfois plus restrictives, comme celle du commentateur Al Râzi (865-925 ou 935), pour qui aucune fraternité ne peut exister sauf entre musulmans. L'oumma est également définie par le Coran comme « *la meilleure communauté qui ait été produite pour les hommes* ». « *Vous ordonnez le bien, interdisez le mal et vous croyez en Dieu* », affirme Mohammed à ses compagnons (3, 110).

Dans la réalité, et dès la mort de Mohammed, ses compagnons se sont violemment opposés pour désigner son successeur. Aujourd'hui encore, l'islam est divisé en trois grandes familles – sunnites (85 % de l'ensemble), chiïtes (14 %) et kharidjites (1%) –, subdivisées elles-mêmes en plusieurs courants ou écoles théologiques, juridiques, philosophiques ou même mystiques (les soufis).

La diversité n'est pas seulement religieuse mais aussi ethnique et culturelle : 80 % des musulmans dans le monde ne sont pas arabes mais asiatiques, africains ou, désormais, aussi européens. Selon les époques et le contexte politique, elle a pu favoriser la controverse et la réflexion théologique, ou la violence.

La reconnaissance du pluralisme interne est compliquée par un fantasme de l'unité.

Comment revaloriser le pluralisme ?

Le théologien Mohamed Bajrafil voit trois raisons à la difficulté actuelle d'une partie des musulmans à accepter leur pluralisme interne : « *L'ignorance de l'histoire de l'islam qui pousse à idéaliser le passé ; la "salafisation" des esprits ; et enfin, dans les pays de migration, l'idée selon laquelle seule l'unité permettra de tenir face au rouleau compresseur non musulman.* » Or l'acceptation des différences entre musulmans est, à ses yeux, la condition d'une acceptation aussi des autres croyants comme des non-croyants.

Pour les nouveaux penseurs de l'islam, le passage par l'histoire est indispensable pour avancer, et repenser une solidarité communautaire en phase avec la citoyenneté. Dans *En finir avec les idées fausses sur l'islam et les musulmans* (Les Éditions de l'Atelier, 2017), le sociologue Omero Marongiu-Perria en tire les conséquences. « *Le prophète Mohammed lui-même n'a jamais remis en cause la structure politique et sociale de la société arabe, affirme-t-il. C'est dans ce sens qu'on peut aussi bien évoquer "la communauté musulmane" que la "communauté arabe" ou encore la "communauté française", chacune relevant d'une dimension spécifique et non antinomique.* »

Anne-Bénédicte Hoffner

(1) *Dieu de la Bible, Dieu du Coran*, de Jacqueline Chabbi et Thomas Römer, Seuil, 2020.

repères

En France, non pas une mais des communautés musulmanes

En 2011, l'Insee évaluait à 2,1 millions

le nombre des « fidèles » musulmans de 18 à 50 ans en France, un chiffre atteignant 4 millions tous âges confondus. Les auteurs de l'étude avaient obtenu l'autorisation de demander aux personnes interrogées si elles avaient une religion et les modalités de leur pratique.

En 2016, une personne sur vingt (5,6%), au sein de la population totale des plus de 15 ans, se déclarait musulmane, selon une étude Ifop réalisée pour l'Institut Montaigne, intitulée « *Un islam de France est possible* ». La proportion était de plus de 10% chez les moins de 25 ans.

Toujours selon cette même enquête, les musulmans français

sont majoritairement originaires d'Afrique du Nord : 38% sont d'origine algérienne, 25% d'origine marocaine, 8% d'origine turque et 9% sont originaires des pays d'Afrique subsaharienne.

Quant à leur nationalité, la moitié sont français de naissance,

un quart français par acquisition et un autre quart est de nationalité étrangère. Parmi les Français musulmans, nombreux sont ceux qui possèdent également une autre nationalité.

Une pratique sans spiritualité ?

La primeur donnée aux signes d'appartenance plutôt qu'à l'intériorité

Des quadras en quête de spiritualité et d'action

— En se rapprochant du théologien Mohamed Bajrafil, soucieux d'un islam intégré à la France, Taoufik Barboucha et Yasser Malek sont représentatifs d'une génération de quadragénaires dynamiques, à la recherche d'un islam à la hauteur de leur formation intellectuelle et désireux d'agir pour la société française.

Sa foi musulmane, Taoufik Barboucha la doit à ses parents. « *Un islam culturel, mais rempli de valeurs* », raconte celui qui, à l'adolescence, s'est posé les mêmes questions que bien des musulmans de sa génération : « *Nous faisons la prière, mais était-ce cela le bon islam ? Était-ce cela être musulman ?* »

« *Avec le recul, je me suis rendu compte que mes parents avaient fait le bon choix. Dans un pays où la religion relève de la sphère privée, je vis l'islam comme un chrétien vit sa pratique chez lui, sans manifestation extérieure* », confie cet ingénieur dans l'informatique, qui explique avoir eu « *une carrière fulgurante* » dans un grand groupe où « *comptaient d'abord mes compétences* » et où « *jamais le fait que je sois musulman n'a été un problème* ».

À ses côtés, Yasser Malek a connu un parcours plus chaotique, avec notamment « *trois ans de galère* » après un premier BTS commercial. « *Tout le monde trouvait du travail, y compris d'autres musulmans de ma promo, mais pas moi* », raconte-t-il, décrivant sa « *colère* » de l'époque, « *moins vis-à-vis du fait que je sois musulman mais parce que je venais de banlieue* ».

« *Finalement, après une formation de visiteur médical, je suis reparti au bas de l'échelle où ce sont surtout des amis non musulmans qui m'ont aidé à progresser, explique-t-il. Moi non plus, je n'ai jamais vraiment eu de difficultés comme musulman : on m'a parfois posé des questions et, quand je répondais, je sentais que les gens étaient plutôt contents d'apprendre des choses sur l'islam.* »

« *Avec l'âge, j'ai compris que l'islam était moins une liste de choses à faire qu'un état d'esprit.* »

Fils d'un cheminot proche de Lutte ouvrière et d'une mère « *habillée à l'occidentale mais portant le voile* », Yasser Malek reconnaît avoir



*Yasser Malek, Taoufik Barboucha
et Mohamed Bajrafil (de g. à dr.).*

été assez longtemps éloigné de la religion. *« On m'a appris à respecter les autres et à partager, et pas à savoir de quelle longueur il fallait porter la barbe ou quel vêtement il fallait porter »*, résume-t-il. Ce n'est qu'à la fin de l'adolescence que des questions plus complexes sont venues le tarauder. *« Avec l'âge, j'ai compris que l'islam était moins une liste de choses à faire qu'un état d'esprit »*, explique-t-il. Pour lui, l'islam insiste encore trop sur *« les gestes et les coutumes : "Ça, tu as le droit ; ça, tu n'as pas le droit" »*, regrette-t-il.

« Il ne faut pas oublier d'où vient l'islam en France : ceux qui sont arrivés dans les années 1960-1970 étaient plus ou moins illettrés et n'avaient qu'une connaissance peu profonde de leur religion, tempère Taoufik Barboucha. C'est de cet islam pauvre que nous avons hérité. Il portait en lui beaucoup de bienveillance pour ceux qui nous entourent, mais aussi une faible compréhension de Dieu. »

Comme beaucoup de « quadras » musulmans de sa génération aspirant à une réflexion religieuse à la hauteur de leur formation intellectuelle, l'ingénieur appelle à *« repenser le rapport à Dieu »* : *« Si tu le vois t'épiant en permanence, ou comme un CRS la matraque à la main, il n'y a pas beaucoup d'espoir. Mais si tu le vois comme un Dieu de miséricorde et de pardon, alors s'ouvre un tout autre rapport avec lui. Tu découvres que le geste n'est qu'un moyen, que la finalité ce n'est pas l'acte, mais Dieu. »*

Les deux hommes reconnaissent qu'il leur a *« fallu du temps »* pour comprendre cela, et tous deux aspirent désormais à une pratique de l'islam en phase avec cette

spiritualité. « *Mon souci est d'être utile aux autres : est-ce que Dieu est satisfait de moi ? Est-ce que je fais du bien aux autres* », détaille Yasser Malek, dépité par « *ces musulmans qui se garent n'importe comment par peur d'être en retard à la prière du vendredi : ils oublient que Dieu leur comptera le souci qu'ils ont pour d'autres, même s'ils arrivent en retard !* »

Avec quelques autres, les deux quadras se sont rapprochés de Mohamed Bajrafil, ancien imam d'Ivry-sur-Seine, pétri de culture française et soucieux d'un islam intégré à la France. « *Des musulmans un peu bizarres* », sourit ce dernier qui, en désaccord avec le CFCM, a annoncé fin 2020 quitter l'imamat. « *Nous nous retrouvons comme musulmans pratiquants et fiers de l'être, attachés à la France qui a fait de nous ce que nous sommes, et que nous voulons aider par nos moyens.* »

« Nous avons hérité d'un islam qui portait en lui beaucoup de bienveillance pour ceux qui nous entourent, mais aussi une faible compréhension de Dieu. »

« *Ce qui nous réunit, c'est la fraternité. Nous pensons que nos projets peuvent être utiles pour tous les Français* », résume Yasser Malek qui, avec des médecins et des professionnels du paramédical, a monté une association de prévention médicale et de sensibilisation

aux premiers secours. Taoufik Barboucha, lui, a un peu mis entre parenthèses sa belle carrière : tout en lançant une application prometteuse d'aide scolaire, il se consacre à une association aidant les jeunes de banlieue à fort potentiel à intégrer les classes préparatoires et à rejoindre les grandes écoles.

L'un comme l'autre sentent toutefois la difficulté de leur positionnement. « *On est entre le marteau et l'enclume* », explique Taoufik Barboucha. « *D'un côté ceux qui nous reprochent de ne pas être d'assez bons musulmans ; de l'autre ceux qui nous taxent d'être une "cinquième colonne" qui se dissimule.* » Lui qui veille à s'adresser à tous, quelle que soit leur origine, pointe une contradiction : « *Soit on nous dit qu'on ne fait rien pour bouger notre religion, soit on agit et on nous reproche d'avoir une attitude communautaire.* »

Face aux blocages, certains s'en vont. « *Ce que je fais difficilement ici, je pourrais le faire facilement aux États-Unis, où je pourrais gagner beaucoup plus. Beaucoup sont tentés de partir ailleurs, s'inquiète-t-il. Moi je me sens autant Français que musulman. Mais si tous ceux qui sont formés s'en vont, alors les jeunes musulmans seront à la merci de ceux qui ont un projet extrémiste et qui jouent sur les plus bas instincts.* »

Nicolas Senèze

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

Le soufi

(le mystique)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Aux commencements de l'islam, il n'y a ni ascètes ni soufis. L'ascétisme et la mystique musulmane vont se développer dans les sociétés de convertis à partir du IX^e siècle. C'est un phénomène d'hybridation culturelle. Le soufisme est d'abord le fait de maîtres isolés au IX^e siècle, vivant du côté de l'actuel Iran. À partir du XII^e siècle se développent les premières confréries, dont certaines sont encore vivantes aujourd'hui. Dans l'islam, la mystique est aussi développée que dans le christianisme, mais elle a été davantage combattue. D'abord par les juristes, qui voyaient d'un mauvais œil ces croyants qui s'émançaient des règles sociales, puis par le wahhabisme, qui les a massacrés dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle .»



Le regard de Hassan Massoudy

« Dans cette calligraphie, j'ai recherché la stabilité mais aussi un geste plus tendre. Certains y verront peut-être un personnage agenouillé, en prière... Pourquoi pas ? J'offre une image sur laquelle je ne peux pas toujours mettre des mots. C'est à ceux qui regardent d'interpréter mes images. Quand je peins, je prends toujours en considération le blanc laissé par la trace. En calligraphie, un principe dit : "Le noir de votre calligraphie, c'est vous. Le blanc de votre calligraphie, c'est vous aussi." J'y pense souvent. Dans les textes anciens, le soufi – que l'on peut traduire par "mystique" – doit travailler sur lui-même pour retrouver la lumière intérieure. Il devient alors pur et peut arriver à rencontrer la divinité. »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait



Imame au féminin

— **Eva Janadin**, avec Anne-Sophie Monsinay, elle est la première femme imame en France. En septembre 2019, une première prière mixte avait réuni hommes et femmes dans un même espace.

Eva Janadin s'est convertie à l'islam il y a dix ans maintenant. Les cheveux bouclés, de grandes lunettes rondes, l'enseignante laisse entendre sa voix claire, décidée. La jeune trentenaire est devenue en France la première imame au féminin, avec sa complice Anne-Sophie Monsinay, d'un an sa cadette. Toutes deux animent désormais des prières mixtes, comprenons hommes et femmes côte à côte sur le tapis.

Née dans une famille athée, Eva Janadin s'interroge sur la religion à l'adolescence. À l'occasion d'un camp avec les Scouts de France, elle assiste à une messe, perçoit quelque chose de l'ordre d'une ouverture spirituelle. Puis vient la fac d'histoire, l'étude de l'islam. Elle commence à lire le Coran et se découvre croyante : au fil des pages, elle trouve cette source spirituelle qui lui manquait. À 21 ans, elle devient musulmane.

Les proches ont du mal à accepter cette conversion, tandis qu'Eva Janadin pratique assidûment la prière, le Ramadan. Elle s'engage aussi sur un chemin militant : donner aux femmes la place qui leur revient, y compris dans l'islam. En 2018, Anne-Sophie Monsinay et Eva Janadin fondent l'association culturelle Voix d'un islam éclairé. Faire entendre « *un islam spirituel et progressiste* » n'est pas évident. En 2019, elles fondent la mosquée Simorgh, du nom d'un oiseau fabuleux de la mythologie perse. Tout peut désormais arriver.

En septembre 2019, les deux femmes dirigent la première prière mixte. Dans un lieu tenu secret, 70 hommes et femmes sont ensemble pour prier. Les femmes ne sont pas tenues de porter le voile. Le succès d'estime est immédiat. Le déferlement d'insultes sur les réseaux sociaux aussi. Prudente mais déterminée, Eva Janadin est et reste imame. Chaque mois, la prière les réunit. La difficulté pour trouver un lieu, les conditions imposées par la pandémie n'ont pas coupé l'élan des deux femmes qui poursuivent par visioconférences.

Désertant un peu les médias qui se sont emballés autour des premières prières mixtes, Eva Janadin se réserve. Et se réserve aussi les occasions de marteler son message, comme dans une récente tribune : « *Être une femme imame en France en 2020 n'a rien d'exceptionnel.* »

Christophe Henning

L'islam, foi, pratique ou identité ?

— Selon le courant auquel il appartient, le fidèle musulman insistera plus ou moins sur l'une ou l'autre des dimensions de l'islam.

— Contre des courants qui survalorisent le respect des normes religieuses, les nouveaux penseurs appellent à retrouver l'éthique et la spiritualité.

Quels sont les différents discours musulmans ?

L'islam donne parfois l'impression à l'observateur extérieur d'être très préoccupé par la manière de se vêtir, de manger ou de prier. Internet regorge de forums sur lesquels des soi-disant « savants » musulmans répondent aux questions de fidèles comme « *L'épilation des sourcils est-elle autorisée en islam ?* » ou encore « *Dois-je permettre à ma fille de dormir chez son amie non musulmane ?* ». Signe de leur appartenance à la mouvance salafiste, les réponses s'appuient le plus souvent sur des hadiths, ces courts récits censés rapporter des propos ou des gestes de Mohammed et ses compagnons.

D'autres fidèles – appartenant notamment aux différentes écoles soufies – insistent sur la dimension spirituelle, voire mystique, de leur religion. Les structures proches des Frères musulmans, quant à elles, vont présenter l'islam comme un moteur de « citoyenneté » et d'engagement en vue de la construction d'un « ordre social » musulman.

Enfin, pour certains jeunes musulmans – même français depuis plusieurs générations – l'islam sert d'« identité refuge ». « *À défaut de trouver une place digne dans la République, certains d'entre eux, déçus et amers, se réfugient dans un "patriotisme religieux" qui se construit en opposition à la société dominante* », relève l'islamologue Rachid Benzine⁽¹⁾.

Aujourd'hui, le discours musulman dominant présente les règles fixées par la tradition comme « intemporelles », applicables en tout lieu et en tout temps.

Que dit la tradition musulmane ?

Dans la tradition musulmane, la révélation coranique se présente comme une rupture radicale avec l'ère de l'ignorance (*jâhiliyya*) qui prévalait jusque-là, une ignorance associée à « *l'humiliation, la pauvreté et l'égarement* ». « *La "descente" du Coran a été mythifiée comme une récréation du monde,*

une réitération du geste créateur originel de Dieu lorsqu'il a créé le monde », explique le philosophe Abdennour Bidar, qui y voit la raison profonde pour laquelle l'islam « réclame le droit de réglementer strictement tous les aspects de la vie humaine⁽²⁾ ». Plus que le Coran lui-même, c'est la sunna – ces milliers de courts récits censés rapporter des propos ou des gestes de Mohammed et de ses compagnons et à l'historicité souvent douteuse – qui a multiplié les prescriptions destinées aux fidèles dans tous les domaines de la vie, y compris les plus intimes (l'allaitement, les menstruations, la taille de la barbe, etc.), faisant de l'islam une « législation » (*charia*) pour l'existence entière. Les cinq prières quotidiennes, les interdits alimentaires comme les règles vestimentaires sont vus par la grande majorité des musulmans comme des lois émanant de Dieu lui-même et avec lesquelles ils ne peuvent transiger sans compromettre leur salut.

Contesté par certains penseurs musulmans à partir de la fin du XIX^e siècle, ce discours normatif a repris une nouvelle vigueur depuis la fin des années 1960 avec la diffusion du wahhabisme saoudien et du courant des Frères musulmans. Aujourd'hui, le discours musulman dominant présente les règles fixées par la tradition comme « intemporelles », applicables en tout lieu et en tout temps.

Quelles pistes pour avancer ?

L'historien et philosophe Mohammed Arkoun (1928-2010) a, le premier, remis dans son contexte historique l'élaboration de la tradition prophétique. Remarquant qu'elle coïncide avec la structuration de l'empire omeyyade (661-750) puis abbasside (750-1258), il l'analyse comme le moyen pour ces pouvoirs naissants de légitimer leur pouvoir temporel. « *En désobéissant aux pouvoirs temporels (garants et interprètes de ces lois), les peuples musulmans désobéissaient à Dieu même* », résume le philosophe Abdennour Bidar.

C'est ce lien entre temporel et spirituel que les nouveaux penseurs de l'islam cherchent à dénouer. Face à un « pôle identitaire » aujourd'hui dominant dans l'islam, « *il faut que les instances, partout, encouragent, et surtout protègent la pensée musulmane critique qui introduit l'usage de la raison et de ses outils – philosophie, histoire, linguistique... – dans l'étude de la religion, affirme Rachid Benzine. Et il faut que les musulmans puissent s'attacher davantage à la visée éthique de l'islam, pour en tirer les enseignements qui leur permettent de rejoindre les autres (leurs concitoyens non musulmans, NDLR). Pour peu que ces autres, de leur côté, soient aussi prêts à leur donner leur place.* »

Anne-Bénédicte Hoffner

(1) « *L'islam est devenu une identité refuge, dans laquelle on va chercher sens et dignité* », sur telerama.fr, 22 octobre 2020.

(2) « *L'Islam englobant, réalité et mort d'un mythe* », dans *Les Cahiers de l'Orient*, 2013.

repères

Une infinie diversité de courants et d'écoles

L'islam compte quatre courants principaux qui se reconnaissent entre eux tout en s'opposant parfois violemment :

le sunnisme (plus de 85 % des musulmans dans le monde) ; le chiisme duodécimain (plus de 10 %, présent surtout en Iran, en Irak, en Azerbaïdjan, au Bahreïn et au Liban) ; le zaïdisme (exclusivement présent au Yémen) ; et l'ibadisme (quelques millions de fidèles à Oman, à Zanzibar et dans quelques régions de Libye ou d'Algérie).

Le sunnisme et le chiisme se divisent chacun en de multiples courants ou écoles juridiques ou spirituelles.

Quatre écoles juridiques principales coexistent au sein du sunnisme : malékite,

chaféite, hanbalite et hanafite. Au sein du chiisme on trouve par ailleurs les ismaéliens, présents dans le monde indo-persan (et connus à travers la figure de l'Aga Khan) ou les alaouites, présents en Syrie et en Turquie.

D'autres courants – comme les ahmadis – se considèrent comme musulmans mais ne sont pas reconnus comme tels par l'Organisation de la conférence islamique et font l'objet de persécutions.

Enfin, d'autres courants religieux, comme celui des druzes (au Liban) ou des alévis (en Turquie), puisent dans diverses sources, dont l'islam.

Hors de l'islam, point de salut ?

La conviction que l'islam est supérieur aux autres religions

Couples mixtes, des réticences à lever

— En France, un nombre croissant de musulmans se marient avec des non-musulmans.

— Ce n'est pas toujours bien accepté par les familles pour des raisons qui mêlent religion et tradition.

C'était un soir d'été, en terrasse, à Paris. Quand Myriam, 27 ans, rencontre Maxime, de deux ans son aîné, elle se sent « *légère, amoureuse* » et le jeune homme le lui rend bien. Mais, rapidement, raconte-t-elle, « *mes sentiments laissent place au désespoir car nos différences m'apparaissent insurmontables* ». Car si Myriam⁽¹⁾, cadette d'une famille tunisienne pratiquante, a une pratique un peu détachée de l'islam, elle a encore « *inconsciemment l'idée d'un Dieu autoritaire qui me dit que je ne peux pas me marier avec un non-musulman* ». C'est du moins ce que lui ont enseigné ses parents. En effet, si le Coran semble autoriser le mariage d'un musulman avec une non-musulmane, nombreux sont les croyants qui pensent qu'une musulmane ne peut pas s'unir avec un non-musulman.

« On s'est mariés à l'église car c'était important pour moi et cela n'obligeait pas Djamel à se convertir. »

La relation avec Maxime, élevé dans une famille catholique pratiquante, devient sérieuse. Myriam est présentée aux parents, qui l'accueillent très bien. Au bout d'un an, il la demande en mariage. Au pied du mur, elle se décide à parler à ses parents, séparés. Leur réaction est sans appel. « *Ma mère m'a dit : "Ma fille, c'est haram, tu vas aller en enfer." Et mon père a déclaré : "Si cet homme veut se marier avec toi, il devra se convertir."* » Ce dernier, à qui trois imams confirment sa vision des choses, invite Maxime dans un café pour le convaincre. « *Moi aussi, j'avoue, au départ, je me disais qu'il n'avait qu'une phrase à lâcher – "J'atteste qu'il n'y a de Dieu que Dieu et que Mohammed est son prophète" –, et tout serait réglé.* » Mais Maxime, qui ne veut pas bâtir sa vie sur un mensonge, refuse. Finalement, les amoureux trouveront leur chemin de liberté en rencontrant d'autres couples mixtes au sein du Groupe des foyers islamo-chrétiens. Leur mariage sera célébré par un prêtre en septembre 2014. Le père de la jeune femme n'y assistera pas mais sa mère sera présente.



Si environ 14 % des mariages célébrés en France le sont avec une personne étrangère, selon les chiffres 2015 de l'Institut national des études démographiques (Ined), il est difficile d'évaluer le nombre de mariages islamo-chrétiens. « *Dans un mariage catholique sur cinq, l'un des conjoints n'est pas catholique* », estime le père Vincent Feroldi, directeur du Service national pour les relations avec les musulmans. « *Mais la plupart se déclarent sans religion. Peu sont d'une autre religion que chrétienne.* »

C'est ce type d'union dite par « *disparité de culte* » qu'ont choisie Agnès, catholique pratiquante et engagée, et Djamel, qui se définit comme « *musulman moyennement pratiquant* ». Ils se sont mariés en 2020 après quatre ans de relation. « *Même si je ne crois pas qu'un homme et une femme se rencontrent autour de la religion, la foi a été importante dans le sens où elle a été le point de départ d'échanges très personnels*, explique Agnès. *On s'est mariés à l'église car c'était important pour moi et cela n'obligeait pas Djamel à se convertir. La cérémonie a été célébrée par mon curé et coanimée par un représentant du culte musulman.* » Ni le père ni la mère de Djamel n'y ont assisté. Une attitude qui l'a surpris. « *J'ai cru que ma famille avait accepté Agnès. Mais ils ont fait un blocage sur le mariage. Au moment où j'ai apporté les cartons d'invitation, ils m'ont dit que je n'avais pas demandé leur consentement !* »

« *C'est assez fréquent qu'il y ait des difficultés au niveau des familles, mais cela peut venir des deux côtés, car il y a aussi une peur de l'islam chez les catholiques* », confirme le père Feroldi, qui suit des couples islamo-chrétiens depuis

vingt-cinq ans. *« Il arrive parfois qu'il y ait des conversions. Mais la plupart des couples qui viennent vers nous ont intégré la foi de l'autre et sont déterminés à en faire une richesse. Et, dans la vie quotidienne, ils inventent chacun leurs petits accommodements raisonnables. »*

Chez Xavier et Sarah, 28 ans, dont le mariage a été très bien accepté par les deux familles, *« on coupe la poire en deux : on ne mange pas halal mais il n'y a pas de porc à la maison, détaille Sarah. On essaie de respecter un peu chaque fête, musulmane et catholique. Je fais le Ramadan, Xavier non. Et on prie tous les jours, parfois ensemble, parfois chacun de notre côté. »*

« Parmi les familles que j'ai rencontrées, les personnes qui se marient en couple mixte ont souvent une pratique plus décontractée de la religion. C'est souvent lié à un capital éducatif plus important », estime la sociologue Laura Odasso, chercheuse à la chaire migrations et sociétés du Collège de France⁽²⁾.

« C'est assez fréquent qu'il y ait des difficultés au niveau des familles, mais cela peut venir des deux côtés, car il y a aussi une peur de l'islam chez les catholiques. »

L'arrivée d'un enfant représente une étape importante. Avec, là encore, un éventail de choix possibles. Myriam et Maxime ont choisi des prénoms mixtes. Et si, *« au départ, je n'imaginai pas que mes garçons ne soient pas musulmans donc circoncis, finalement j'ai*

découvert que certaines familles le font, d'autres non, raconte-t-elle. J'ai compris que la circoncision n'était pas une entrée dans la foi mais une inscription dans la lignée du père. Au final, il n'y a eu ni baptême ni circoncision. »

Chez Béatrice et Farid, mariés depuis vingt ans, *« le choix de la circoncision, qui était important pour mon mari, ne m'a pas posé de problème »,* se souvient Béatrice. Le couple a aussi organisé une présentation à Dieu – avec une bénédiction des parrains des deux communautés – pour chacun de leurs trois enfants. *« On est aussi très attentifs à leur parler des deux religions depuis qu'ils sont tout petits. Chez nous, on fait toutes les fêtes des deux religions, et à chaque fois la maison est très décorée. Ce qui me serait cher, c'est qu'ils croient en Dieu. Mais la manière dont ils y croient, c'est leur affaire personnelle. »*

Nathalie Birchem

(1) Elle raconte son histoire dans *Le Baiser du Ramadan*, Bayard, 2017, 163 p., 16,90 €.

(2) Auteur de *Mixités conjugales*, Presses universitaires de Rennes, 2016, 314 p., 23 €.

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

Islam

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Le sens du mot islam est à mettre en relation avec le fait de rester "sain et sauf" et, pour cela, de ne pas avoir d'intention agressive. Il n'a donc aucun rapport avec le sens de "soumission" qu'on prête généralement à ce mot. Le muslim, celui qui fait montre d'islam, ne fait que se mettre "sous la sauvegarde" de Dieu, car c'est Dieu qui protège et garde en sécurité et en vie. Dans le Coran, le mot islam est à comparer avec le mot "imân", qui a un sens plus fort car il renvoie au fait d'être fidèle mais aussi d'agir en conséquence. L'idée de soumission n'émerge que plus tard, lorsque la société initiale se transforme en empire et que commence à s'imposer le juridisme du sunnisme, à la fin du IX^e siècle. »



Le regard de Hassan Massoudy

« Cette calligraphie est structurée autour d'un cercle, avec un axe au milieu, comme une colonne vertébrale à l'intérieur d'un être humain. En haut et en bas, deux courbes, de la même largeur, vont dans des directions opposées. C'est un mouvement que l'on trouve dans de nombreuses oeuvres d'art, chez Michel-Ange comme dans le yin et le yang... Pour moi, il n'y a pas un islam, mais des islams très différents les uns des autres, selon les époques et les pays. Cette ouverture est une manière de montrer que l'islam est pluriel. Quant au bleu, il vient de la mosquée de mon enfance, dans une ville du désert irakien. Tout y était de couleur ocre, sauf cet édifice recouvert de céramiques couleur cobalt et turquoise. C'est un bleu qui reste chaud, comme celui de la mer Méditerranée... »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait



Aider tous ceux qui en ont besoin

— **Farida Djededou**, après un parcours dans le privé, a rejoint le Secours islamique France, qui cherchait à renforcer son professionnalisme, comme directrice des ressources humaines au Secours islamique France.

Après un DESS au Celsa à Paris et plusieurs expériences professionnelles au sein de grands groupes privés, Farida Djededou n'a pas rejoint le Secours islamique pour « boire du thé ». Après le décès de son père, « un moment très difficile à vivre », l'Alsacienne cherchait à donner « du sens » à sa carrière. Elle a postulé auprès de plusieurs organisations mais c'est le Secours islamique France, dont elle avait lu l'annonce sur le site de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres), qui lui a répondu le premier.

« Je ne les connaissais pas, et la religion ne faisait pas partie de mes critères de recherche, reconnaît-elle. Je les ai rencontrés et j'ai pu constater que leurs valeurs correspondaient à celles que mes parents, d'origine maghrébine, m'avaient transmises, en particulier l'universalité de l'aide aux autres. »

Loin de l'image qu'elle avait des ONG « à la bonne franquette », le Secours islamique France (SIF), fondé en 1991 et aujourd'hui en pleine croissance, cherche à « se structurer et à se professionnaliser ». Farida Djededou est embauchée comme responsable des ressources humaines en 2013, pour mettre en place des outils de développement des compétences des salariés, avant d'être nommée directrice RH deux ans plus tard. Assumant pendant quelques mois l'intérim de la direction des missions sociales en France, elle a participé de près à la mise en place de l'aide alimentaire, de l'accompagnement social et de l'accès aux droits. Une expérience « intense » qui lui a permis de constater combien les pouvoirs publics comptent sur le SIF : « On est parmi les premiers sollicités avec les Restos du cœur et la Croix-Rouge. »

À 43 ans, Farida Djededou n'a aucun regret : « On peut gagner beaucoup plus d'argent mais est-on plus heureux ? Non. Moi, ce qui me rend heureuse, c'est de trouver du sens dans ce que je fais. Dieu m'a donné la chance d'être née dans un milieu plutôt favorisé et m'a aidée à travailler dur pour avoir de bons diplômes : à moi de le rendre par mon travail. L'action de terrain donne du sens à ma religion et la religion donne du sens à l'action de terrain. »

Anne-Bénédicte Hoffner

Pourquoi cette sévérité avec les autres croyants et les incroyants ?

— « *Mécréants* », « *infidèles* » : les terroristes islamistes s'en sont pris violemment, ces dernières années, à tous ceux qu'ils jugent hors de l'islam « *authentique* ».

— Une intolérance fondée sur une lecture littérale du Coran.

Que dit la tradition ?

Selon la théologie musulmane, l'islam est la religion originelle de l'humanité. « *Tout homme est né musulman* », dit un hadith attribué au prophète Mohammed. L'homme est né pour adorer Dieu : certes, il a reçu une dignité plus haute que les autres créatures, mais celle-ci est conditionnée à sa soumission au Dieu unique. Plus un homme applique la loi divine (*charia*), plus il devient humain. Quant au « mécréant » (*kâfir*), qui refuse de suivre la charia, il se situe en quelque sorte à un degré inférieur d'humanité.

Cette sévérité envers les non-musulmans s'appuie sur la lecture du texte coranique qui s'est imposée à partir du IX^e siècle, lors de la transformation de l'islam en un empire soucieux de se légitimer. Confortée par des hadiths rédigés à cette époque, elle dépeint une vérité unique et non négociable. Elle insiste sur les versets du Coran particulièrement virulents envers les polythéistes, païens ou idolâtres, qualifiés d'« associateurs » (*mouchrikoun*) car ils « associent » à Dieu d'autres divinités. Quant aux athées, « *ils appartiennent, selon la théologie musulmane, à une catégorie de mécréance encore inférieure aux polythéistes, aux juifs et aux chrétiens* », explique l'islamologue Abdessamad Belhaj, chercheur au Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain de l'Université catholique de Louvain. Même si des institutions comme le Haut Conseil des oulémas du Maroc ou la Maison de la fatwa en Égypte considèrent que les apostats ne peuvent plus être condamnés à mort, cette peine reste appliquée dans une dizaine de pays, comme l'Afghanistan ou la Mauritanie.

Pourquoi juifs et chrétiens bénéficient-ils d'un statut spécifique ?

Selon la tradition musulmane, chrétiens et juifs font l'objet d'un traitement différent des autres non-musulmans : ils bénéficient dans le droit islamique d'une

Les chrétiens se voient reprocher de nier l'unicité de Dieu.

protection juridique particulière (*dhimma*) toutefois accompagnée d'injonctions humiliantes, comme l'interdiction de monter à cheval ou de construire des lieux de culte dépassant ceux des musulmans.

« *Le Coran est très ambivalent au sujet des "gens du Livre"* », rappelle l'historien Guillaume Dye, professeur à l'Université libre de Bruxelles⁽¹⁾. Selon la sourate 5, juifs et chrétiens ne doivent pas être pris pour « *alliés* » (5, 51) mais, quelques versets plus loin, on lit qu'ils ne seront « *point affligés* » (5, 69). Les chrétiens se voient reprocher de nier l'unicité de Dieu mais du respect est exprimé pour les prêtres et les moines, qui « *ne s'enflent pas d'orgueil* ».

Selon une théologie dite de la falsification (*tahrif*), les juifs et les chrétiens ont altéré le message transmis par leur prophète respectif (Moïse, Jésus), message qui n'était autre que l'islam. Le Coran, lui, corrige cette déviation en transmettant fidèlement le message révélé à un ultime prophète, Mohammed. À Médine, celui-ci aurait signé une « *Constitution* » disposant que les juifs, notamment, pouvaient pratiquer leur religion en sécurité, mais ces relations se sont rapidement détériorées.

Quelles pistes pour une « théologie du pluralisme » ?

Les attentats visant des « *mécraents* » en terrasse à Paris, les persécutions contre les yézidis ou les chrétiens en Irak, sont autant de conséquences d'une lecture littéraliste du Coran encouragée par l'essor du salafisme saoudien à partir des années 1970. D'autres lectures ont pourtant existé dès les premiers siècles de l'islam. Contrairement à la doctrine sunnite traditionnelle, l'exégèse rationaliste a par exemple conclu très tôt à une « *égalité entre tous les êtres humains, tous étant dotés de la même raison les rendant aptes à comprendre la parole de Dieu* », rappelle l'islamologue Pierre Lory, directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE).

Pour Abdessamad Belhaj, tout l'enjeu est aujourd'hui de refonder le rapport à l'altérité sur la base de l'éthique, et de « *mettre l'homme au cœur de la théologie* ». Pour cela, certaines valeurs présentes dans l'islam gagneraient à être redécouvertes, comme celles du soin, du don et du service à l'humanité, longtemps éclipsées selon lui par l'autorité et la loyauté à la communauté musulmane ou à la tribu.

Mélinée Le Priol

(1) Il a codirigé, avec Mohammad Ali Amir-Moezzi, *Le Coran des historiens*, Éd. du Cerf, 2019, 3408 p., 89 €.

repères

Que dit le Coran ?

Le Coran comporte plusieurs versets sur le mariage entre un musulman et une non-musulmane, dont l'interprétation dans le contexte actuel n'a rien d'évident. *« N'épousez pas de femmes polythéistes, avant qu'elles croient. Une esclave croyante vaut mieux qu'une femme libre et polythéiste, même si celle-ci vous plaît »* (Sourate 2, 221). *« L'union avec les femmes croyantes et de bonne condition, et avec les femmes de bonne condition faisant partie du peuple auquel le Livre a été donné avant vous, vous est permise, si*

vous leur avez remis leur douaire, en hommes contractant une union régulière et non comme des débauchés ou des amateurs de courtisanes » (Sourate 5, 5, traduction Denise Masson).

En revanche, il ne dit rien de l'union entre une femme musulmane et un homme non musulman.

En principe, en droit musulman, l'absence d'interdiction vaut autorisation. Mais ceux qui s'opposent aux mariages islamo-chrétiens invoquent ce qu'ils appellent le « consensus » (*ijma'*) des savants à l'appui de leur position.

En France, des mémoires conflictuelles ?

La part de l'islam et du christianisme dans le choc des mémoires

« Chacun doit regarder son histoire avec honnêteté »

ENTRETIEN



Élisabeth Crémieu
Cofondatrice de l'association Acora



Jean-Riad Kechaou
Professeur d'histoire-géographie en collège

— Les relations entre musulmans et non-musulmans sont marquées par des siècles d'affrontements théologiques et guerriers.

— Pour comprendre comment ce passé nous imprègne encore, deux enseignants engagés dans la cité témoignent de ce qu'ils observent et proposent des solutions.

« La Croix » a choisi d'intituler sa séquence « L'islam, pourquoi c'est compliqué ». Trouvez-vous aussi que ce sujet est compliqué ?

Élisabeth Crémieu : L'islam m'apparaît bien moins compliqué que le christianisme. En revanche, ce qui est compliqué, ce sont nos relations avec les musulmans, et ce depuis le début. Et elles ne se sont pas arrangées depuis la vague d'attentats qui a frappé notre pays.

Jean-Riad Kechaou : Je partage votre point de vue. Dès le Moyen Âge et la première traduction du Coran par Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, le christianisme a perçu l'islam comme un concurrent à combattre d'un point de vue religieux, en salissant par exemple l'image de son prophète. Avec les croisades, les conquêtes et reconquêtes, la colonisation puis la décolonisation, les rapports ne se sont pas améliorés.

Comment ce passé, ou ce passif, imprègne-t-il les esprits ?

É. C. : Beaucoup de musulmans en sont imprégnés et malheureusement des « entrepreneurs identitaires » font en sorte qu'ils se considèrent comme des « victimes », leur disent que les Occidentaux les ont toujours maltraités et que cela continue. Quand mes amis musulmans me parlent de la colonisation, je leur rappelle que les Arabes ont été les premiers à la pratiquer, avant d'être à leur tour colonisés.

J.-R. K. : Je suis d'accord sur le rôle néfaste de ces « entrepreneurs identitaires », mais je pense plutôt à Éric Zemmour et à d'autres voix d'extrême-droite ou même de gauche comme Laurent Bouvet, du Printemps républicain. À mes yeux, et sauf avec les primo-arrivants, le problème n'est pas l'intégration : il est politique. D'un côté, un courant assimilationniste instrumentalise la laïcité pour imposer aux musulmans des valeurs qui ne sont pas forcément républicaines, avec le risque qu'elle soit perçue par les musulmans soit comme un athéisme masqué, soit comme une défense de la « société judéo-chrétienne ». De l'autre, un courant inclusif, respectueux des cultures minoritaires, prône une laïcité ouverte.

Les polémiques entre eux sont incessantes et ultra-médiatisées. Les musulmans les prennent en pleine figure et peuvent en déduire que « la France, c'est ça » : ne pas parler arabe et ne pas pratiquer sa foi. Même quand je vais dans le village de ma mère au pied du Vercors, j'entends des débats sur le halal. Tous ces débats créent de la peur.

Quelle est la responsabilité de la famille, de la communauté, dans les représentations que nous avons les uns des autres ?

J.-R. K. : Quand on habite un quartier peuplé à 70 ou 80 % de musulmans, on a une vision fantasmée de la France. Ce n'est qu'au collège que mes élèves de la cité des Bosquets découvrent pour la première fois des Aurélie ou des Benoît. Ils sont en marge socialement, et l'islam aggrave leur marginalisation, surtout chez les

repères

Élizabeth Crémieu, pour l'intégration des femmes migrantes musulmanes

Professeure de géographie retraitée, Élizabeth Crémieu est engagée de longue date dans des activités associatives où elle côtoie des musulmans. Ses thèmes de prédilection : femmes, migrations et religions.
Passionnée par le sujet, elle s'inscrit à l'Institut catholique de Paris, au

DU Interculturalité, laïcité, religions, parfois surnommé « *formation des imams* ». À la sortie, elle crée avec Faïza Sellam l'association Acora (Apprendre, comprendre, respecter, aimer) pour aider les femmes primo-arrivantes « *à s'intégrer en France* ». Elles se rendent partout où on les invite, pour parler « *autonomie* » et « *intégration* ».

Jean-Riad Kechaou, un prof dans la cité

Ce professeur d'histoire-géographie dans un collège de Chelles (Seine-et-Marne) est depuis peu conseiller municipal d'opposition à Montfermeil (Seine-Saint-Denis).
Originaire de la banlieue lyonnaise, il a été durant ses études journaliste pour *Le Progrès* à Vaulx-en-Velin.
Après les attentats de Charlie Hebdo, il a repris la plume pour différents médias

et s'est intéressé à la cité des Bosquets à Montfermeil, à laquelle il a consacré un livre-enquête : *93370. Les Bosquets, un ghetto français*. Il a dû en revanche renoncer à son blog « Un prof sur le front » depuis que la loi Blanquer impose un devoir de réserve aux enseignants. En 2016, il a également contribué à l'ouvrage collectif *Voiles et préjugés*.

garçons. Ils en viennent à la revendiquer en se définissant non pas comme français mais comme « arabes » ou « musulmans ».

É. C. : Ce qui me frappe, c'est un sentiment d'humiliation. Le monde arabo-musulman se sent humilié par la colonisation, par l'échec de la guerre des Six Jours contre Israël ou des politiques de développement, par la corruption... Or quand on est humilié, on est plus facilement en colère et certains exploitent cette colère.

J.-R. K. : La France en est en partie responsable parce qu'elle n'a pas soldé les comptes avec les peuples qu'elle a colonisés. Nous avons encore du mal à traiter de la colonisation et de la décolonisation de manière apaisée dans les programmes scolaires. Mais les Maghrébins aussi doivent reconnaître les zones d'ombre de leurs histoires comme la traite transsaharienne, l'esclavage, et la négrophobie qui en découle.

Qu'est-ce qui, dans nos représentations, complique notre vivre-ensemble ?

É. C. : Pour moi, le principal handicap est celui du rapport à la religion des musulmans, notamment chez les primo-arrivants : il ressemble à celui des catholiques au XVIII^e siècle. La religion imprègne toute la vie quotidienne, les hadiths indiquent comment faire ses ablutions, entrer aux toilettes, etc. Les femmes souvent sont déstabilisées ou même choquées, en arrivant en France, de voir que le rapport à la religion y est très différent. De ce fait, elles ont tendance à se replier sur la communauté et à être sensibles aux discours des « entrepreneurs identitaires » sur « *ce pays de koufars* » (mécréants).

J.-R. K. : C'est vrai que les rituels sont plus présents dans la vie quotidienne des musulmans. Mais je n'en vois pas qui pourraient constituer un obstacle à une bonne intégration dans la société française, à part peut-être celui des cinq prières par jour – si on veut les faire à l'heure –, et évidemment le foulard. Aujourd'hui, quand on est une femme voilée, même parfaitement intégrée socialement et culturellement, c'est compliqué. Sinon, on peut vivre sa vie de pratiquant et sa foi sans trop d'obstacles. Il y a, en revanche, à l'école, un vrai problème avec certains professeurs qui enseignent une vision biaisée de la laïcité. La liberté d'expression ne se résume pas à *Charlie Hebdo* et aux caricatures du Prophète. Oui on peut insulter les religions : il n'y a pas de blasphème en France et c'est très bien. Mais les enseignants doivent aussi rappeler que la laïcité protège la pratique religieuse. Certains enseignent le glaive et pas le bouclier : c'est dommageable et même souvent contre-productif auprès d'adolescents en pleine construction identitaire.

L'école doit-elle jouer un rôle pour travailler ces mémoires ?

J.-R. K. : La refonte des programmes de 2016 n'est pas allée dans le bon sens. Avant, on pouvait enseigner en classe de cinquième une civilisation africaine sans lien avec la civilisation européenne. J'ai vu une satisfaction et une fierté chez mes élèves originaires d'Afrique subsaharienne lorsque nous abordions l'empire du Mali : ils ont besoin d'être valorisés dans ce qu'ils sont et dans leur héritage pour se sentir mieux acceptés dans le pays dans lequel ils vivent.



On a également supprimé l'enseignement de l'histoire de l'islam comme religion. Même si certains professeurs étaient maladroits dans la façon de l'enseigner, c'est important de lire des passages du Coran dans une démarche historique. Cela permet de voir les rapprochements entre religions monothéistes.

É. C. : L'enseignement de l'histoire a longtemps été centré sur la France, il l'est maintenant sur l'Europe. Il faut élargir l'horizon aux autres continents et montrer que les grandes migrations existent depuis toujours, que les Arabes, comme les Turcs ou les Européens, ont été tout à tour conquis et conquérants.

Et quelle est selon vous la responsabilité des politiques ?

É. C. : La société française a tendance à se déchirer. Il faut la guérir avec intelligence, du tact et de l'empathie. Il y a une responsabilité des politiques qui doivent se saisir de ces questions, mais dans un esprit civique et non électoraliste.

J.-R. K. : Chacun doit accepter de regarder son histoire avec honnêteté, sans tomber dans la victimisation. On l'a fait avec le régime de Vichy, il faut le faire avec la guerre d'Algérie. Pour partager une mémoire commune, il faut aussi avoir des choses à partager : instaurer des jours fériés juifs et musulmans pour l'ensemble des Français comme l'avait proposé la commission Stasi, donner à des rues le nom de Français issus de l'immigration qui ont apporté leur pierre à l'édifice. Je ne suis pas pour déboulonner des statues mais au contraire pour en édifier.

Recueilli par Anne-Bénédicte Hoffner et Céline Rouden

Portrait



L'humour pour abattre les murs

— Farid Abdelkrim, humoriste, est resté un quart de siècle chez les Frères musulmans. Il raconte aujourd'hui son histoire dans des spectacles de stand-up, et travaille comme médiateur en milieu carcéral.

De sa jeunesse dans les années 1980, Farid Abdelkrim évoque la délinquance dans laquelle il est tombé et « *l'éducation populaire française en perte de vitesse* ». Né en 1967 à Nantes, il parle aussi du décès tragique d'un de ses amis tué après une rixe avec la police : « *Quand vous avez 17 ans et que vous prenez ça en pleine figure, vous pensez que ça peut vous arriver aussi.* »

Attiré chez les Frères musulmans par « *un discours séduisant, simpliste* », il met toute son énergie au sein de la branche jeunesse de l'Union des organisations islamiques de France (aujourd'hui Musulmans de France), jusqu'à en prendre la tête. Mais au fil des ans, il ouvre les yeux sur ce qui, dans cette organisation, s'oppose à ses valeurs : « *On se servait de Dieu et des hommes pour contenter nos ego.* » Partir n'est pas si simple pour lui dont l'entourage est uniquement composé de « frères » et qui est alors convaincu que la société rejette son identité et sa religion...

Après avoir définitivement claqué la porte des Frères musulmans et raconté son expérience dans un livre⁽¹⁾, il laisse éclore sa passion de la scène : le stand-up lui permet de partager son histoire. « *L'autodérision vous remet à votre place et permet de vous élever* », convient-il aussi. L'humoriste cherche à susciter le débat autour de pratiques allant du business abusif des pèlerinages au terrorisme. « *Le public est content de voir qu'il existe cette capacité à rire tout en posant des questions graves* », se réjouit-il.

Même s'il affirme « *ne pas vouloir changer le monde* », Farid Abdelkrim s'engage contre les extrémismes en étant notamment médiateur en milieu carcéral. Il voit dans son travail une façon d'« *aider à la construction de ponts et à la destruction de murs* », en encourageant le dialogue entre les croyants mais aussi avec les non-croyants. Et réaffirme l'importance de la laïcité comme un rempart de la liberté de conscience, à savoir « *le droit d'avoir une religion comme de ne pas en avoir, de croire ou de ne pas croire* ».

Léa Perez

(1) *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste*, Éd. Les points sur les i, 2015, 264 p., 18,90 €.

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

L'ijtihad

(l'effort d'interprétation)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« L'ijtihad désigne l'étude raisonnée des textes sacrés et leur interprétation. On prétend aujourd'hui qu'au X^e siècle, la "porte de l'interprétation" se serait fermée, mais ce moment n'a jamais existé. Ce qui s'est passé est très différent. Les premiers convertis à l'islam étaient des membres de l'élite, des penseurs et des théologiens. À partir de la fin du IX^e siècle, ils ont été concurrencés par des convertis de condition plus ordinaire. C'est ce qu'on pourrait appeler l'islam des boutiquiers. Ces nouveaux croyants n'avaient pas besoin de grandes réflexions philosophiques, mais de juridisme et de règles de vie. L'ijtihad, pratiqué par les intellectuels, va s'effacer au profit d'un islam plus juridique. À partir du moment où le sunnisme prend le dessus, l'ijtihad va être endigué. Mais l'idée qu'il y aurait eu une décision de clore l'interprétation des textes est fautive. Aucune société ne peut fermer quoi que ce soit sur le plan idéologique. »



Le regard de Hassan Massoudy

« Ce mot a plusieurs sens. Quand un enfant marche bien à l'école, qu'il est travailleur et qu'il réussit, on dit qu'il est "ijtihad". Mais ijtihad désigne aussi le moment où l'on dit que l'interprétation des textes s'est arrêtée, au Moyen Âge. J'ai dessiné un espace fermé par deux lignes mais qui reste ouvert en haut. Au centre, j'ai placé comme un tourbillon. Si on veut s'en sortir, c'est par le haut. Si on suit la spirale, il y a même une possibilité de s'envoler, mais c'est toujours par le haut... »

Recueilli par Élodie Maurot

La violence, comment s'en défaire ?

Le référentiel de la guerre sainte, dès les premiers temps de l'islam

Jawdat Saïd, la voix d'un islam non-violent

— Surnommé le « Gandhi syrien », aujourd'hui réfugié en Turquie avec sa famille, Jawdat Saïd, 90 ans, a produit une réflexion fondatrice sur la non-violence.

— La force de cette œuvre tient à son élaboration à l'intérieur de l'islam et à partir de ses sources.

Qui connaît le « Gandhi syrien » ? Auteur d'une œuvre abondante et originale, inspirateur de certains comités locaux de la révolution syrienne en 2011, Jawdat Saïd est nettement moins connu du grand public que son lointain prédécesseur indien. Sur Internet, on trouve sur lui de rares articles en français, une notice Wikipédia, ainsi que quelques vidéos sur lesquelles on le voit prêcher sur des estrades ou dans de modestes salles de classe, invariablement coiffé de son bonnet de fourrure. Sur d'autres images, il conduit un tracteur hors d'âge dans les rues de son village natal du Golan syrien.

« Lors de l'assassinat du fondateur des Frères musulmans, il s'était aperçu que la violence ne porte pas de bons fruits. Or pour lui, si les fruits sont négatifs, c'est que l'on n'est pas dans la vérité. »

Ces quelques instantanés sont à l'image de la vie et de l'œuvre de ce penseur inclassable, formé de manière traditionnelle à l'université Al-Azhar, au Caire, mais d'une grande liberté. « Dès ses études, il regrette que ses professeurs enseignent la doctrine de manière dogmatique et qu'ils se montrent incapables de faire le lien avec la justice sociale », raconte Paola Pizzi, une chercheuse italienne qui lui consacre sa thèse à la Sapienza, à Rome, et à l'EPHE, à Paris. « Conformément aux appels du Coran à rejeter "l'imitation aveugle des pères", il juge, lui, indispensable de trier, dans la tradition, ce qui est utile et ce qui ne l'est plus. »

De retour en Syrie pour son service militaire, il affronte cette fois ses supérieurs. Ses quelques années comme enseignant d'arabe ne sont guère plus sereines et le jeune militant pacifiste enchaîne les séjours en prison. Son premier ouvrage – « La Doctrine du premier fils d'Adam ou le problème de la violence dans l'agir

Jawdat Saïd a fui en Turquie après avoir refusé de « réviser » ses points de vue comme le lui demandaient les services secrets syriens.



musulman » –, paraît néanmoins en 1966. À l’opposé de l’islamiste égyptien et théoricien du djihad Sayyid Qutb, en vogue à cette époque, Jawdat Saïd y défend l’attitude d’Abel qui refuse de verser le sang contrairement à son frère Caïn, le meurtrier.

Cette fois au chômage, il se fait agriculteur et apiculteur dans son village d’origine mais continue à bâtir, en parallèle, une œuvre iconoclaste et à donner des conférences, y compris en Europe ou aux États-Unis lorsqu’il y est invité. Malgré sa vie retirée, Jawdat Saïd est tout sauf « *un pacifiste en dehors du monde* », assure le prêtre libanais Fadi Daou. Il ne cesse au contraire de chercher le dialogue avec les oulémas (savants) plus classiques. Séduit par le penseur algérien Malek Bennabi, lors du passage de ce dernier à Damas, il organise une série de conférences pour le faire connaître. Et Malek Bennabi signe la préface de son second livre, paru en 1972, dont le titre reprend la sourate du Coran « *Dieu ne modifie rien en un peuple, avant que celui-ci ne change ce qui est en lui* ».

L’originalité, la rupture épistémologique même de Jawdat Saïd sont là : l’histoire doit être considérée comme une source de la révélation divine à l’égal du Coran. « *Il est donc indispensable d’interpréter les signes de Dieu non pas seulement dans le Coran mais aussi dans l’histoire* », souligne Viviana Schiavo, une jeune Italienne engagée dans le dialogue islamo-chrétien qui cherchait, dans le cadre de ses études

à l'Institut pontifical d'études arabes et d'islamologie (Pisai), à travailler sur une figure musulmane comparable à celle du jésuite italo-syrien Paolo Dall'Oglio.

« D'autres musulmans ont traité le sujet de la non-violence, mais il est celui qui est allé le plus loin dans sa légitimation doctrinale. »

Les deux hommes se connaissaient bien sûr, car, comme beaucoup d'intellectuels syriens, Jawdat Saïd était un habitué du monastère de Mar Moussa, fondé par le jésuite. Penseur inclassable, il est capable de méditer autant sur Hiroshima et l'invention de la bombe atomique que sur la solidarité née de la construction européenne. *« Déjà au Caire, lors de l'assassinat du fondateur des Frères musulmans Hassan Al Banna, il s'était aperçu que la violence ne porte pas de bons fruits. Or pour lui, si les fruits sont négatifs, c'est que l'on n'est pas dans la vérité »*, explique Viviana Schiavo.

La force de sa pensée est d'être enracinée dans les sources de l'islam : elle ne s'appuie ni sur les écrits de Gandhi ni sur l'islamologie savante occidentale, et Jawdat Saïd n'a découvert que tardivement Khan Abdul Ghaffar Khan. *« D'autres musulmans ont traité le sujet de la non-violence, mais il est celui qui est allé le plus loin dans sa légitimation doctrinale »*, estime Paola Pizzi.

Le rôle qu'il donne à l'histoire explique la difficulté de nombre de ses contemporains à le suivre, mais cela n'empêcha pas certains jeunes activistes syriens de compter parmi ses élèves. Une véritable école se créa autour de ses idées à Daraya, dans la banlieue de Damas, fréquentée par des centaines de jeunes et animée par l'imam Abdel Akram Al Saqqa.

Lorsque la révolution syrienne éclata en 2011, Jawdat Saïd fut interrogé par la foule lors des funérailles de plusieurs manifestants : jusqu'où aller pour faire tomber le régime de Bachar Al Assad ? Le vieil homme resta fidèle à ses principes, convaincu que *« la violence des manifestations risque de justifier celle du régime et finalement de créer une confusion entre victimes et bourreaux. Et c'est ce qui s'est passé finalement »*, note Viviana Schiavo.

Lui-même fut convoqué par les services secrets syriens qui tentèrent de le contraindre à une « mouraja'a (révision) de ses points de vue », qu'il refusa. Avec sa famille, il gagna la Turquie, où il vit encore aujourd'hui, dans la banlieue d'Istanbul. Lorsqu'il est allé à sa rencontre en 2016, le père Fadi Daou a trouvé un vieil homme paisible et souriant, têtu mais doté aussi d'une invincible confiance pour l'avenir de son pays. Aux yeux du prêtre maronite, il s'agit à n'en pas douter d'*« un saint »*.

Anne-Bénédicte Hoffner

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

Le djihad

(l'effort)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Le djihad désigne l'effort fait pour aboutir à quelque chose. C'est l'engagement en actes, celui des partisans du Prophète qui mettent tout en œuvre pour le rejoindre ou l'aider. Dans le Coran, le djihad, c'est cela et pas autre chose. Le mot n'a donc pas du tout le sens de guerre sainte. L'idéologisation du djihad va intervenir lors de la première attaque que subit le monde musulman au moment des croisades à la fin du XI^e siècle puis lors de l'invasion mongole du XIII^e siècle. En fait, les premiers à avoir eu l'idée de guerre sainte, ce sont les croisés. Ainsi pourrait-on dire que cette idée est passée d'Occident en Orient. Les États musulmans médiévaux ont été expansionnistes comme n'importe quel empire ou royaume de l'époque. Par ailleurs, dans la mystique musulmane, s'est développée l'idée d'un djihad "par le cœur" qui désigne la lutte contre les mauvaises passions de l'âme. »



Le regard de Hassan Massoudy

« J'ai pensé cette calligraphie comme un signe, comme un tampon, avec deux lettres que j'ai placées en rond. Le djihad est souvent mal interprété, c'est alors une catastrophe, mais pour moi, il existe toujours le bon côté du bon djihad : l'effort qui fait avancer l'humanité, l'effort par lequel on ajoute quelque chose de bien qui n'a encore jamais été vu sur terre. On va alors vers soi-même pour enrichir la vie. C'est normalement le vrai sens de ce mot. Cette composition ronde manifeste comme une concentration, un effort de concentration. Je crois à l'abstraction et à sa force, comme chez Kandinsky lorsqu'il utilise simplement des lignes ou des points pour s'exprimer. »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait

L'humour au service de la pédagogie

— **Abdel Foiraison**, formateur en informatique et youtubeur, décrypte avec humour et pédagogie les préceptes de la religion musulmane avec sa chaîne YouTube « Islamojolie ».

L'étude de l'islam est devenue son sujet de prédilection. Abdel Foiraison – un pseudonyme – a grandi dans un environnement traditionnel, pratiquant l'islam « sans le questionner ». Vers 23 ans, il découvre l'humanisme arabe, une démarche critique et philosophique au sein de l'islam. « *Le livre de Rachid Benzine sur Les Nouveaux Penseurs de l'islam a été pour moi une révélation* », raconte-t-il.

En 2016, il crée la chaîne YouTube « Islamojolie », dans le contexte des attentats de *Charlie Hebdo*, avec la volonté de décrypter avec humour et pédagogie les préceptes de la religion musulmane. « *À l'époque, j'entendais des discours binaires, soit rejetant totalement l'islam, soit très religieux. Ce que Mohammed Arkoun⁽¹⁾ qualifie de "choc des ignorances".* » De quoi renforcer son envie de diffuser une approche savante. « *Mais la vulgarisation, c'est quelque chose de complexe, reconnaît-il. Il faut créer du contenu riche, nuancé et avec la contrainte du format YouTube.* »

Seul pour l'écriture et le montage, il s'occupe de sa chaîne sur son temps libre, le soir ou les week-ends. Dans la vie de tous les jours, Abdel Foiraison est formateur dans l'informatique pour des agents administratifs. Dans ses vidéos de cinq à vingt minutes, il inclut des éléments de pop culture, extraits de films ou de musique. Quant à l'humour, son utilisation lui paraît « évidente » : « *Il rend le propos plus agréable et facilite l'accès à un contenu qui peut être rébarbatif.* »

Son public est varié. « *L'objectif premier est de m'adresser aux non-musulmans pour leur montrer que l'islam ne se résume pas à ce que l'on voit dans les médias* », explique-t-il. Mais il vise également les musulmans qui n'auraient pas encore déconstruit le discours traditionnel. Une de ses dernières vidéos porte sur la violence dans l'islam. « *Certains extraient des mots du Coran mais en faisant cela, on peut lui faire dire tout et n'importe quoi. La violence, on peut la trouver dans plein de textes, comme La Marseillaise par exemple* », rappelle-t-il.

Pour Abdel Foiraison, les médias ont également leur rôle à jouer. « *On est pris en sandwich entre discours islamophobes et discours religieux. L'islam est devenu un sujet polémique alors que c'est juste le nom d'une religion.* »

Lola Manecy

(1) Historien, islamologue et philosophe (1928-2010).

Une violence à délégitimer

— Fidèle reflet de la société tribale qui l'a reçu, le Coran reprend largement les notions d'alliance et de guerre, sur lesquelles les juristes de l'époque médiévale ont abondamment disserté.

— Des théologiens appellent aujourd'hui à revisiter ce patrimoine.

Quel est le discours dominant actuel ?

Les discours musulmans sur l'utilisation de la violence et sa légitimité sont innombrables et s'appuient de surcroît sur des versets coraniques pour le moins contradictoires. D'un côté les versets violents : « *Combattez dans le sentier de Dieu ceux qui vous combattent, et ne transgressez pas. Certes Dieu n'aime pas les transgresseurs* » (Coran 2, 190). De l'autre les versets pacifistes : « *Quiconque fait périr une vie humaine non convaincue de meurtre ni de corruption sur la terre, c'est comme s'il a tué l'humanité tout entière. Et quiconque sauve une vie humaine, il a sauvé l'humanité tout entière* » (Coran 5, 32).

Selon le discours qui s'est majoritairement imposé aujourd'hui dans le monde musulman, la violence est légitime dans plusieurs cas : pour défendre sa propre personne ou la communauté, pour protéger l'opprimé, pour « sauver » la foi et réprimer « l'impiété ».

« *Le Coran parle d'une période où l'État n'existait pas.* »

Tous ces termes sont évidemment sujets à interprétation et certains peuvent être utilisés pour justifier la violence entre musulmans de divers courants. Depuis l'époque médiévale, les juristes musulmans, eux-mêmes divisés en plusieurs écoles, rivalisent

donc d'ingéniosité pour tenter de fixer un cadre. Ils distinguent, par exemple, la maison de l'islam (*Dar Al-Islam*) où s'impose sa loi, et la maison de la guerre (*Dar Al-Harb*) où la conversion doit être recherchée par tous les moyens. Dans d'interminables traités, ils explorent également toutes les situations – réelles ou imaginaires – qui peuvent se présenter, y compris la possibilité de tuer et de manger « les gens du Livre » ou un « *fornicateur marié* ». C'est sur cette abondante littérature que s'appuient les mouvements djihadistes pour justifier leurs actes.

Comment s'est élaboré ce discours ?

L'islam est apparu au VII^e siècle dans la région du Hedjaz, en Arabie, dans laquelle le commerce caravanier est en passe de remplacer l'activité pastorale et les razzias

dont vivaient jusqu'alors les tribus. L'alliance comme la guerre entre tribus sont des notions centrales dans la vie des premiers récepteurs du Coran et, de fait, le prophète de l'islam, Mohammed, n'a pas rompu avec ces pratiques.

Selon la tradition musulmane, sa prédication s'est déroulée en deux étapes : d'abord à La Mecque, où sa puissante tribu de Quraych ne le reconnaît pas comme prophète, puis à l'oasis de Médine où il fut contraint de se réfugier avec ses compagnons. « *Lorsqu'il était à La Mecque, le Coran exhortait son clan à se rallier au dieu de Mohammed* », écrivent l'islamologue Rachid Benzine et le comédien Ismaël Saidi⁽¹⁾. « *Lorsqu'il était à Médine, il fallait structurer le groupe autour de lui, et donc des paroles relatives à la "vie en société" ont été prononcées, et surtout des paroles relatives au combat contre ceux qui refusaient de se rallier et récusait les signes.* » Affaibli, en butte à l'échec de sa prédication à Médine, Mohammed s'est converti à la lutte armée pour « *être reconnu et diffuser son message* », expliquent les deux auteurs.

Comment interpréter les textes aujourd'hui ?

« *Tout ce que fait Daech est permis par la jurisprudence musulmane : brûler, démembrer des combattants, réduire des femmes yézidies en esclavage, précipiter des homosexuels du haut d'un immeuble... Tout cela est dans le fiqh (la jurisprudence musulmane)* », ne cesse de répéter le théologien français Mohamed Bajrafil. « *Même l'attentat de Nice peut trouver une justification chez certains auteurs classiques : pour certains jurisconsultes, les musulmans doivent faire au moins un combat par an contre des non-musulmans, pour les convertir ou les soumettre.* » Comme d'autres théologiens et penseurs musulmans contemporains, il appelle ses coreligionnaires à ne pas se sentir prisonnier de ce patrimoine bâti dans un tout autre contexte que celui dans lequel ils vivent aujourd'hui – l'ancien imam propose de nombreuses pistes dans ses livres⁽²⁾ et ses conférences.

« *Le Coran parle d'une période où l'État n'existait pas. Il n'y avait pas d'armée en Arabie et la seule manière de se défendre était d'enrôler le plus d'hommes possible en bonne santé* », rappellent aussi Rachid Benzine et Ismaël Saidi. « *Aujourd'hui, les choses sont différentes. Les États disposent de corps d'armée capables de les défendre. (...) C'est plutôt par notre exemplarité et le respect des autres qu'ils peuvent être éventuellement amenés à s'intéresser à l'islam.* »

Anne-Bénédicte Hoffner

(1) *Finalelement, il y a quoi dans le Coran ?*, Éd. La boîte à Pandore, 2017, 14,90 €.

(2) *Islam de France, l'an I. Il est temps d'entrer dans le XXI^e siècle*, Plein Jour, 2015, 16 € ; *Réveillons-nous ! Lettre à un jeune Français musulman*, Plein Jour, 2018, 15 €.

repères

Le pape François et Khan Abdul Ghaffar Khan

Connu sous le nom de « Badshah Khan », Khan Abdul Ghaffar Khan, mort en 1988, est une autre grande figure musulmane de la non-violence. Dirigeant politique et spirituel pachtoune, il s'est opposé pacifiquement à la domination britannique.

Les Khudai Khidmatgar (« serviteurs de Dieu »), mouvement pachtoune « religieux, nationaliste et progressiste » qu'il a fondé en 1929, a rassemblé

jusqu'à 100 000 *satyagrahis* (« amis de la vérité »). Il s'est allié à Gandhi, dont il fut l'ami, et au Parti du Congrès, pour obtenir l'indépendance de l'Inde.

Le pape François lui a rendu hommage dans son message pour la Journée mondiale de la paix en 2017 : « *Les succès obtenus par le Mahatma Gandhi et Khan Abdul Ghaffar Khan dans la libération de l'Inde (...) ne seront jamais oubliés.* »

La politique, au service de la religion ?

Le lourd héritage de l'imbrication entre politique et religieux

La Turquie est-elle encore laïque ?



— En créant la République turque, Mustafa Kemal Atatürk impose une laïcité qui est en réalité une soumission de la sphère religieuse au pouvoir politique.

— Aujourd'hui, le président Erdogan puise abondamment dans le registre islamique mais dans une perspective surtout nationaliste.

En matière de symboles, Recep Tayyip Erdogan a la main lourde. Chaque année, le 26 août, il célèbre la bataille de Manzikert qui vit, en 1071, l'armée byzantine mise en déroute par celle du sultan seldjoukide Alp Arslan. La vidéo postée cette année sur son compte Twitter offre comme d'habitude une reconstitution plus ou moins fantasmée des combats, sur fond d'« *Allah akbar* » et autres slogans galvanisants.

Sans craindre les anachronismes, elle s'achève par une entrée triomphale dans la basilique Sainte-Sophie, tout juste retransformée en mosquée. Et comme si l'allusion ne suffisait pas, le nouvel homme fort d'Ankara « *salve* » dans le même message « *la Kizil elma* », l'idéologie de « la pomme rouge » alors en vogue dans l'Empire ottoman et qui lui fixait trois objectifs : la conquête de Constantinople, de Vienne, et enfin de Rome.

Les derniers mois ont porté à son paroxysme la confrontation avec les dirigeants européens. Insultes, boycott, confrontation entre navires dans la mer Méditerranée : le président turc s'est laissé aller à toutes les outrances pour mettre en scène

son rôle de raïs (chef suprême), défenseur des intérêts du peuple turc et du monde musulman.

Autrefois confinée à la sphère privée, la religion est désormais bien présente dans l'espace public.

Pour Recep Tayyip Erdogan, tous les moyens sont bons pour se maintenir au pouvoir jusqu'aux festivités du centenaire de la



Un soutien de Recep Tayyip Erdogan, lors d'un meeting du parti présidentiel l'AKP, à Istanbul, en 2018.

République turque en 2023: la diplomatie, les opérations militaires extérieures, la religion. Il n'en a pas toujours été ainsi. Issu de l'islam politique, il a d'abord fait le choix de s'en éloigner pour créer le Parti de la justice et du développement (AKP): en 2002, il assurait accepter les règles de la démocratie parlementaire, la structure laïque de l'État et poursuivre l'adhésion à l'Union européenne. Lors de sa victoire aux élections l'année suivante, certains, dans le monde arabe, lui reprochaient d'avoir abandonné l'idéal islamiste pour « *satisfaire aux Occidentaux* », quand d'autres croyaient voir émerger là enfin un « *modèle* » de démocratie islamique...

Vingt ans plus tard, le « *modèle* » a tourné court. Fragilisé politiquement par une tentative de coup d'État en 2016 puis par un échec électoral aux municipales en 2019, confronté au retournement de l'économie longtemps florissante, Recep Tayyip Erdogan a oublié ses idéaux démocratiques. Désormais, dans son projet de « *nouvelle Turquie* », « *islamisme et nationalisme font bon ménage* », selon la formule du politologue Bayram Balci.

Autrefois confinée à la sphère privée, la religion est désormais bien présente dans l'espace public, pendant le mois du Ramadan notamment. Et la direction des affaires religieuses (Diyanet), puissante administration chargée de payer les imams et de contrôler leurs prêches, est passée directement sous la coupe du président. Septième budget de l'État par son importance, elle assure la diffusion de l'islam turc partout dans le monde – et notamment en Europe.

Nulle place pour la charia en Turquie, pas même en matière de droit personnel.

n'avait pas jusque-là. » En juillet 2020, alors qu'un décret du Conseil d'État turc vient de décider de la réouverture de la basilique Sainte-Sophie au culte musulman, le président de la Diyanet, Ali Erbas, y prononce le premier prêche, sabre à la ceinture.

« À la fin des années 1990, on pensait que, si les islamistes prenaient le pouvoir, la Diyanet disparaîtrait, se souvient Jean Marcou, enseignant-chercheur à Sciences-Po Grenoble. Or elle n'a pas disparu. Au contraire, elle s'est renforcée et a pris une dimension religieuse qu'elle

Recep Tayyip Erdogan s'est bien gardé de remettre en question la laïcité « à la turque » parce qu'elle sert ses intérêts. « *Inspirée par la Révolution française et sa mise au pas du clergé, elle n'a jamais signifié la séparation de la sphère religieuse et de l'État : seulement la soumission de la première au second* », rappelle Samim Akgönül. Pour cet historien et politologue, maître de conférences à l'université de Strasbourg, seul le discours change : « *Autrefois, l'État poussait la société à se séculariser de manière autoritaire et l'appareil religieux tenait le même propos. Aujourd'hui, l'État pousse à la désécularisation et l'appareil religieux suit. Et cela peut encore changer demain.* »

En revanche, même enrichi d'une criminalisation du blasphème et surtout malmené dans son application au quotidien face à tous ceux – opposants, militants des droits de l'homme ou avocats – que les autorités perçoivent comme une menace, le droit séculier est demeuré en place : nulle place pour la charia en Turquie, pas même en matière de droit personnel, contrairement à la situation qui prévaut dans le monde arabe. Le mariage est resté une institution civile, que les muftis sont autorisés désormais à célébrer.

Plus que la fin de la laïcité, la situation actuelle marque donc, pour Jean Marcou, « *une nouvelle étape dans l'évolution des rapports entre État et religion en Turquie depuis l'Empire ottoman* ». « *En réalité, Erdogan est plus ottomaniste qu'islamiste au sens de proche des Frères musulmans, estime-t-il. Ce qui l'intéresse dans l'islam turc, c'est la dimension nationaliste plus que religieuse. Idem pour la "oumma", la communauté musulmane dans le monde : elle l'intéresse à condition que les Turcs la dirigent !* »

L'histoire de l'« erdoganisme » est loin d'être achevée. Tout le monde s'interroge déjà sur la manière dont l'homme fort d'Ankara célébrera le centenaire de la République et l'héritage de son encombrant prédécesseur...

Anne-Bénédicte Hoffner

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

La dawla (l'État)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Le concept d'État n'a pas d'existence dans l'islam des origines. L'idée d'État, comme celle d'ailleurs de communauté musulmane idéale (oumma) que l'on nous sert aujourd'hui à toutes les sauces, ne correspond à rien durant la période initiale. Du point de vue linguistique, le mot dawla renvoie à la variabilité des situations entre fortune et infortune. Le mot en vient ensuite à désigner la dynastie abbasside qui s'empare du pouvoir califal en 750. Par rapport à ce type de notion, il y a malheureusement aujourd'hui un déficit de vision historique qui permet une manipulation idéologique incontrôlée. Les partisans du djihad actuel prétendent ainsi être en mesure de faire revivre le glorieux califat d'antan. Mais lorsque Atatürk décide en 1924 d'abolir le califat assumé par l'Empire ottoman, cette institution n'est depuis longtemps qu'un symbole... »



Le regard de Hassan Massoudy

« Quand je regarde cette calligraphie, je dois reconnaître que l'État est un peu sombre pour moi ! Quand je calligraphie, l'atmosphère portée par un mot est avec moi, elle m'accompagne. Dans ce dessin, la trace verticale principale descend du haut de la page et crée presque un œil secret. L'État a un œil mystérieux... Les deux lignes sont presque collées l'une à l'autre. Il n'y a pas d'espace, c'est un peu oppressant... Sans doute cette impression est-elle renforcée par la structure géométrique du triangle, qui n'est pas un triangle parfait tracé à la règle, mais plutôt comme un triangle dessiné sur le sable. »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait



La République sans réserve

— **Marième Tamata-Varin**, maire (sans étiquette) de Yèbles (Seine-et-Marne) d'origine marocaine et mauritanienne, puise dans sa foi son engagement au service des autres. Mais elle maintient sa religion dans les limites de sa vie personnelle.

Elle ne veut surtout pas qu'on la définisse comme une maire musulmane. « *Je ne me suis jamais positionnée ainsi, explique Marième Tamata-Varin. Ma religion est un choix personnel qui n'intervient pas dans mon action.* » Un titre de journal, au lendemain de son élection en 2014, la présentait comme la première maire « *femme noire et musulmane* ». Cela l'a blessée et lui a valu quelques commentaires haineux : « *Je n'ai pas envie d'être un symbole. J'ai été élue parce que j'ai fait la preuve de mes compétences* », affirme cette femme de 39 ans.

Un symbole, Marième Tamata-Varin l'est, involontairement. Par son parcours qui l'a conduite du Maroc, où elle est née, et de la Mauritanie, où elle a grandi dans une famille très pieuse, à ce statut d'élue d'une République dont elle a acquis la nationalité à l'âge adulte, par choix et par mariage. Intégrée dès 2008 à l'équipe municipale d'Yèbles, petit village rural de la Brie où elle s'est installée avec mari et enfants, cette « *hyperactive* », passée par une école de commerce, est devenue très vite adjointe puis maire.

Sa grande fierté : avoir été réélue l'an dernier, dès le premier tour, avec 74 % des voix dans une commune où le Rassemblement national tutoie régulièrement les 30 %. « *J'ai senti que le regard sur moi avait changé, raconte-t-elle. Même si je ne brandis pas ma foi, j'ai conscience d'avoir à donner l'exemple et à montrer qu'on peut être digne de confiance, musulman et républicain.* »

Sa religion, cantonnée à la sphère privée, n'a jamais été « *ni une obsession, ni un frein à (son) engagement* ». Elle a consenti quelques sacrifices personnels, comme de ne pas inscrire ses enfants à la mosquée pour apprendre le Coran ou de rattraper ses cinq prières le soir à la maison : « *J'ai choisi de vivre ma religion dans un pays de tradition catholique, je l'assume.* »

S'il fallait absolument trouver une influence de la religion sur son engagement citoyen, ce serait dans « *les valeurs de partage et de respect de l'autre que m'a inculquées mon éducation. Elles m'ont sans doute permis d'être une meilleure maire et de me battre pour que l'on vive tous ensemble dans le respect de nos différences* ».

Céline Rouden

La difficile séparation entre loi civile et « loi divine »

— L'établissement précoce de l'islam comme empire a induit la confusion entre politique et religion.

— Et les faiblesses de l'État moderne dans le monde musulman expliquent qu'elle perdure aujourd'hui encore.

Pourquoi parle-t-on de « l'islam politique » ?

Deux des courants influents aujourd'hui dans le monde musulman ont ancré l'idée que la confusion entre religion et politique est inhérente à l'islam. Les mouvements salafiste et wahhabite ainsi que la confrérie des Frères musulmans opposent à l'État moderne ce que les islamologues appellent le « *paradigme hégémonique* », lorsque l'islam du I^{er} siècle s'est constitué en empire sous la houlette d'un calife.

Aujourd'hui, si les djihadistes veulent instaurer de force un califat islamique, les salafistes et le courant frériste développent en Europe une autre stratégie. Les premiers ne s'intéressent pas directement au politique mais veulent reconquérir la sphère domestique, communautaire, pour vivre selon la charia (la loi divine). La mouvance des Frères musulmans recherche, elle, des accommodements avec les institutions, « *dans une approche très pragmatique* », analyse Olivier Hanne, professeur à l'École militaire Saint-Cyr Coëtquidan⁽¹⁾.

Que dit la tradition sur la politique ?

Si on ne trouve pas dans le Coran un équivalent du fameux « *rendez à César ce qui est à César* » de l'Évangile, certains passages peuvent permettre d'envisager une distinction entre loi divine et loi civile : la sourate 42, qui invite les hommes à soumettre « *leurs affaires à la concertation mutuelle* » (42, 38) et, surtout, la sourate 4 : « *Ô vous qui croyez, obéissez à Dieu et à ceux qui parmi vous ont le commandement* » (4, 59).

« *Cette adresse double et simultanée signifie un discernement à faire entre l'autorité de Dieu et celle du gouvernement* », observe Ghaleb Bencheikh, président de la Fondation de l'islam de France. Mais ce théologien réformateur insiste surtout sur l'absence de directive pour la gestion de la cité. « *Soit c'est un oubli, soit c'est une forme de délégation faite aux hommes* », relève-t-il.

Le prophète des musulmans, Mohammed, était d'abord un chef de tribu : la question de l'État ne se pose donc pas. À sa mort, il n'a laissé aucune disposition pratique concernant la direction politique des premiers musulmans. Au fil des décennies, le modèle d'État impérial s'est imposé sous le nom de califat, avant de connaître les

Le Prophète n'a laissé aucune disposition pratique concernant la direction politique des premiers musulmans.

sophe Al-Fârâbî approfondit les finalités de l'action politique. Le juriste Al-Mâwardî définit dans *Fondements du pouvoir politique* l'éthique califale en empruntant aux vertus antiques. Mais, poursuit l'historien, « ils n'auront aucun impact sur la réalité des pouvoirs. À partir du XIV^e siècle, sous l'influence du rigoriste Ibn Taymiyya, on interprétera désormais la siyâsa comme l'art de gouverner en accord avec la charia ».

Comment repenser le lien entre islam et politique ?

Pour Ghaleb Bencheikh, les courants islamistes ont instrumentalisé la religion avec « l'escroquerie morale selon laquelle la révélation coranique fait office de Constitution ». Mais il estime que la pensée médiévale offre une « assise doctrinale pour penser la séparation des ordres ».

Autre piste, réengager un travail de fond sur la charia, qui ne se limite pas au Coran mais renvoie à un corpus élaboré cent-cinquante ans à deux cents ans après la mort de Mohammed, par quatre écoles juridiques. « Il y a donc bien de la place pour la contradiction humaine », souligne Ghaleb Bencheikh, qui déplore la paresse des grandes institutions islamiques. Même si les intellectuels réformistes restent ici trop peu nombreux, « l'expérience chrétienne de la laïcité est un acquis de la modernité qui peut inspirer l'islam », veut croire Ghaleb Bencheikh.

Olivier Hanne met pour sa part en garde sur les conséquences d'un certain jugement extérieur à l'islam qui essentialiserait cette religion et ne ferait que conforter le discours des musulmans conservateurs. « Les mentalités religieuses ne peuvent être évacuées, mais il ne faut pas non plus les surévaluer, comme on le fait trop souvent », assure-t-il. Pour lui, le poids de l'histoire explique en grande partie les difficultés du monde musulman à intégrer la modernité politique.

Bernard Gorce

(1) Auteur de *L'Europe face à l'islam*, Tallandier. À paraître en mars 2021.

repères

Une laïcisation imposée avec la création de la République de Turquie

10 août 1920. Par le traité de Sèvres, l'Empire ottoman renonce officiellement et définitivement à ses provinces arabes et africaines.

1^{er} novembre 1922. Mustafa Kemal fait voter à l'Assemblée nationale l'abolition du sultanat et expulse le sultan. Son héritier porte uniquement le titre de calife, détenu par les sultans ottomans depuis l'incorporation de l'Égypte à l'Empire ottoman en 1517.

24 juillet 1923. Le traité de Lausanne remplace le traité de Sèvres et reconnaît la République turque dans ses nouvelles frontières.

29 octobre 1923. La République est proclamée et Mustafa Kemal en est élu président pour quatre ans.

3 mars 1924. Mustafa Kemal abolit le califat. Il est remplacé par la Diyanet, la direction des affaires religieuses, placée sous l'autorité du gouvernement.

1926. Le calendrier musulman est remplacé par le calendrier grégorien, l'alphabet arabe par l'alphabet latin. Le port du voile islamique est interdit aux fonctionnaires et le costume européen imposé aux hommes.

L'invisible féminin ?

L'inégalité entre hommes et femmes dans des sociétés patriarcales

Des femmes ni soumises, ni visibles

— Entre une vision traditionaliste de l'islam véhiculée par certains imams et une société occidentale qui dénonce leur oppression, les musulmanes attachées à leur foi se sentent souvent incomprises.

« **I**l n'y a que Dieu qui juge. Chacun pratique sa foi comme il l'entend. » À 43 ans, Dudu s'est depuis longtemps fait une raison. Si elle pratique rituellement les cinq prières quotidiennes, cette mère de trois enfants, qui travaille dans l'entreprise de bâtiment familiale à Thiais (Val-de-Marne), le fait chez elle, loin des regards. Et surtout des préjugés. Issue d'une famille venue de Turquie dans les années 1970, Dudu est une femme active et déterminée mais a fini par renoncer au voile qu'elle a porté pendant un temps. « *Je l'ai enlevé parce que la société française ne le supporte pas et que ça m'entravait au quotidien* », explique-t-elle.

Elle se tient aussi à bonne distance des mosquées dont elle ne retrouve pas l'atmosphère joyeuse des étés de son enfance en Turquie. « *On est en permanence jugé sur sa tenue vestimentaire, sur ce qui est haram (permis) ou pas, il n'y a aucune discussion possible* », regrette-t-elle. Alors, Dudu s'est repliée loin de « (sa) communauté » et applique les valeurs de partage et d'amour de sa religion en aidant d'autres femmes au sein de l'association Nénuphar qu'elle a créée à Pantin.

« *Le statut de la femme occupe une place importante parmi les facteurs d'incompréhension de l'islam*, regrette Zeina El Tibi, juriste et chercheuse franco-libanaise, auteure d'un essai sur le sujet⁽¹⁾. *Ils résultent de l'ignorance de la religion par les non-musulmans mais aussi par les musulmans eux-mêmes qui en donnent, notamment en France et dans les sociétés occidentales, une vision altérée.* »

« *Les préjugés sur les femmes musulmanes nous enferment et projettent sur nous une image déformée.* »

Entre celle traditionaliste véhiculée par certains imams et celle plus moderniste, « *qui inculpe le religieux de tous les maux, c'est d'abord et avant tout la voix de la grande majorité des femmes musulmanes que l'on marginalise* », regrette Asma



Lamrabet, théologienne marocaine et figure du féminisme dans le monde musulman, dans un rapport pour la Fondation de l'innovation politique⁽²⁾.

« C'est vrai que les préjugés sur les femmes musulmanes nous enferment et projettent sur nous une image déformée, témoigne Hanifa, étudiante franco-algérienne de 28 ans. C'est violent et douloureux, et ce sera très long à déconstruire parce qu'il faut avoir les armes pour les détourner. » Ces questions, Hanifa, qui a grandi en Algérie jusqu'à l'âge 13 ans, ne se les posait pas jusqu'à son arrivée en France. *« Je l'ai très mal vécu. C'était la première fois que je faisais l'expérience de l'altérité et que je rencontrais des gens qui vivaient autre chose que l'islam. »*

Ses études permettent à cette élève brillante d'acquérir les outils pour s'interroger sur sa foi. Elle apprend l'arabe, lit le Coran et supporte mal de voir les femmes marginalisées dans les lieux de culte, reléguées derrière un rideau ou au sous-sol: *« D'autant plus que je ne trouvais pas d'explication dans le Coran qui pose le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes. »*

Après avoir longtemps pratiqué sa foi en solitaire, elle a adhéré d'emblée au projet de la mosquée Fatima qui compte l'une des premières femmes imames, Kahina Bahloul, et organise des prières mixtes. *« Il est faux de dire que l'islam n'est pas adapté à l'Occident, assure-t-elle. Si on revient à la source, il n'y a pas de dichotomie, mais simplement un phénomène socioculturel de domination masculine qui se reproduit. »*

« *Depuis la Révolution islamique en Iran en 1979, on a assisté à un repli et à la montée d'une idéologie qui est plus politique que religieuse.* »

du Maghreb... Ce n'est que depuis la Révolution dite islamique en Iran en 1979 qu'on a assisté à un repli et à la montée d'une idéologie qui est plus politique que religieuse. »

Khadija, 46 ans, française d'origine « sarthoise » qui appartient à la génération des « beurettes », les filles de la deuxième génération de l'immigration maghrébine, témoigne de ce moment de bascule où elle a vu beaucoup de ses amies du quartier se voiler et se transformer en « bonnes épouses » qui restent à la maison et élèvent leurs enfants. « *Je les connais, ce ne sont pas des femmes soumises, mais pour beaucoup de celles qui n'ont pas fait d'études ou n'ont pas trouvé d'emploi, la religion a été un refuge*, estime cette professeure des écoles. *Une façon d'affirmer une identité dans une société qui soi-disant ne voulait pas d'elles.* »

Cette question de l'invisibilité de la femme, Bariza, franco-algérienne, se l'est beaucoup posée. Docteure en sciences islamiques, elle a longtemps enseigné l'arabe et le Coran à la Grande Mosquée de Lyon, mais a démissionné du Conseil régional du culte musulman (CRCM) où elle siégeait sans avoir voix au chapitre. « *L'homme a pris beaucoup de place dans l'organisation et la pratique de l'islam*, déplore-t-elle. *Il n'est pas question de discuter du Coran ou des hadiths mais leur interprétation doit évoluer avec l'époque et le contexte. De ce point de vue, seule la connaissance peut être une arme pour les femmes.* »

Très traditionaliste dans sa pratique, elle défend la place des femmes dans l'islam mais regrette que le voile reste en France un point de fixation qui contribue à les marginaliser un peu plus : « *Les femmes voilées sont systématiquement considérées comme illettrées ou ont du mal à accéder à l'emploi. C'est aussi ça qui les rend invisibles. Si elles étaient plus valorisées et s'exprimaient davantage, peut-être les choses finiraient-elles par évoluer.* »

Céline Rouden

(1) *La Condition de la femme musulmane*, Éd. du Cerf. À paraître en mars.

(2) *Les femmes et l'islam : une vision réformiste*, Fondapol, 2015, 52 pages.

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

Maryam

(Marie)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Dans le Coran, Marie prend les traits que lui ont donnés les récits apocryphes qui circulaient en Arabie via le Yémen christianisé dès la fin du V^e siècle. Maryam est vue comme l'objet d'un miracle divin. Elle est vierge et le Dieu créateur décide de lui donner un fils, comme il l'a fait auparavant pour des femmes hors d'âge, les épouses d'Abraham et celle de Zacharie. Mais la sourate 19 n'évoque que la naissance d'un garçon qui n'est pas nommé. Marie apparaît donc d'abord indépendamment de Jésus. Ce n'est que dans un second temps que Jésus va être identifié par Mohammed : elle devient alors la mère du prophète Jésus. Dans le Coran, la figure de Maryam n'est pas une figure de piété, ni une figure spirituelle. Elle est d'abord et avant tout une femme vertueuse qui a eu le privilège de donner naissance à Jésus. »



Le regard de Hassan Massoudy

« Pour cette composition, j'ai utilisé un pinceau, avec peut-être l'idée de gagner en tendresse dans les lignes. Normalement, la calligraphie arabe se fait avec un roseau taillé, le calame, mais j'ai inventé un tas d'instruments variés pour obtenir des rendus de tracés différents. On peut voir dans cette forme ondulante une évocation féminine. On retrouve dans cette composition la forme du triangle, mais en plus tendre. J'aime qu'il y ait dans le monde musulman, comme dans le monde chrétien, ce côté féminin. Il est important que la religion favorise l'équilibre entre hommes et femmes. La femme, c'est elle qui porte l'humanité. Elle sait mieux que nous, les hommes, arrêter la guerre ou ne pas la provoquer. »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait



Associer le voile à la robe noire

— **Lilia Bouziane**, rêvant depuis toujours de devenir avocate, étudie le droit pénal à Lyon, et refuse de devoir choisir entre son voile et la robe d'avocat.

Devenir avocate, Lilia Bouziane en rêve « *depuis que j'ai l'âge de penser à mon avenir* », sourit cette étudiante au verbe agile. Mais le voile élégamment plié autour de son visage enjoué pourrait être un obstacle. « *Souvent, mes entretiens d'embauche se passent très bien, mais on me rappelle plus tard pour me dire de retirer le voile si je souhaite travailler.* » Elle a même dû exercer au noir dans la restauration rapide pour se « *garantir un semblant d'autonomie financière* ».

La jeune femme de 23 ans souligne pourtant combien son voile est le fruit d'un « *cheminement intérieur* ». « *Je l'ai mis comme une évidence* », explique-t-elle, racontant des vacances en Algérie où elle a commencé par le porter, autant par coquetterie que pour « *faire comme (ses) cousines* ». « *Je me suis sentie tellement bien avec, que je n'ai plus voulu l'enlever. Je me sentais plus épanouie, comme s'il faisait partie de moi* », confie-t-elle, reconnaissant que son père « *était contre* » : « *Il pensait que ce serait un frein dans ma vie.* »

Sans doute n'avait-il pas tort. Si elle a trouvé un stage chez un avocat qui n'est pas musulman et dont elle salue l'ouverture d'esprit, Lilia Bouziane raconte aussi les contrôles plus fréquents au palais de justice ou les auditions où on la croit de la famille des prévenus... « *Ça va être compliqué* », lui a même lancé une responsable de sa faculté en prévision de la visite que les étudiants de master doivent faire en prison.

Mais le plus compliqué est à venir, la profession d'avocat obligeant, par souci de neutralité, au port de la seule robe noire, excluant tout symbole religieux. Lilia Bouziane pourrait choisir de ne pas plaider, crève-cœur pour celle qui brille dans les concours d'éloquence lyonnais. Ou encore de partir à l'étranger. « *Mais je suis française et je ne me vois pas quitter mon pays aux valeurs duquel je suis attachée, dont la laïcité* », insiste-t-elle. Dernière solution pour elle : « *Me battre* ». « *Pas violemment*, précise-t-elle d'emblée. *Mais intellectuellement, pour faire bouger les choses. Qu'est-ce qui vous ferait penser que je plaiderais moins bien avec mon voile ?* »

Nicolas Senèze

Les femmes, une égalité à conquérir

— Fidèle à son époque, le Coran donne aux femmes un statut inférieur à celui des hommes dans la société. En revanche, il établit leur égalité de croyants devant Dieu.

— Une relecture de la tradition s'impose aujourd'hui.

Quels sont les discours musulmans actuels sur les femmes ?

Avec sa couverture ornée d'une rose, *Femme éternelle. Modèle à suivre pour les femmes musulmanes*, du prédicateur saoudien Mohammed Al Arfi, est le best-seller des librairies islamiques françaises. Sur les rayonnages, les fidèles trouveront aussi : *Ma Sœur, voilà comment Allah et son Messager veulent que tu sois !*, ou encore *Fatwas pour la femme musulmane* sous la forme de « questions-réponses (...) sur des sujets tels que : l'acquisition de la science, la purification, les règles, ou encore le mariage ». Typiques de la littérature salafiste, ils regorgent de préceptes directement inspirés des hadiths, ces paroles ou gestes prêtés au prophète de l'islam. Comparées à des « perles précieuses », les femmes sont invitées à se soustraire aux regards masculins. Leur infériorité face aux hommes dans le droit islamique est justifiée par la nécessité de les « protéger » et de les « guider ».

Loin de ce discours traditionnel et patriarcal, un « féminisme islamique » se développe depuis une trentaine d'années à partir de l'Iran, puis de la Malaisie, affirmant que l'islam est porteur d'un message profondément émancipateur, qui ne peut en

rien justifier la situation de subordination des femmes dans le monde musulman. À distance des commentaires médiévaux mais aussi du féminisme « occidental », ses tenantes reprennent le travail d'*ijtihad* (interprétation) et proposent une « relecture féminine » du Coran, revendiquant le port du voile comme un « droit ».

« Le fond du problème n'est finalement pas le verset coranique mais les rapports de genre chez une partie des musulmans. »

Que dit le Coran ?

Le texte sacré de l'islam distingue deux types de situation. Face à Dieu, hommes et femmes sont placés à égalité : le seul critère retenu est celui de leur comportement et de leur piété. « Tout croyant, homme ou femme, qui fait une bonne action

entrera au Paradis », écrit la sourate 60, reprenant une formule récurrente dans le Coran. En revanche, une différence est instaurée dans la vie sociale, reflet de celle qui existait dans la société arabe du VII^e siècle.

Parfois, comme dans le cas de l'héritage, le Coran apporte une amélioration à la situation préexistante : dans l'islam, la femme peut hériter mais seulement de la moitié de la part de l'homme, ou témoigner devant un juge mais sa parole ne vaut que la moitié de celle d'un homme. Il n'en demeure pas moins qu'il entérine une inégalité fondamentale : la polygamie est permise (quoique encadrée), de même que la répudiation.

Des versets, abondamment commentés et discutés, sont utilisés pour justifier l'obligation du port du voile, voire l'utilisation de la violence du mari sur son épouse. « *Quant à celles dont vous craignez la désobéissance, exhortez-les, éloignez-vous d'elles dans leurs lits et frappez-les* » (sourate 4, 34).

Quelles pistes pour avancer ?

Comme le montre le dernier numéro de la revue islamo-chrétienne *Oasis* – « *L'islam des femmes* »⁽¹⁾ –, le féminisme islamique s'est aujourd'hui diffusé dans une grande partie du monde musulman, permettant à nombre de femmes de se réapproprier leur religion. Mais certaines chercheuses, comme Chahla Chafiq, en décèlent déjà les limites. « *La théorie du féminisme islamique, en faisant de l'islam la source et l'horizon de la praxis féministe, projette, au-delà de la volonté de ses concepteurs et de ses défenseurs, un islam essentialisé qui croise parfaitement les objectifs de l'islamisme et va à l'encontre de l'autonomie créatrice projetée par le féminisme* », met-elle en garde⁽²⁾.

Pour l'islamologue Hicham Abdel Gawad, le travail de réinterprétation des textes ne pourra venir que dans un second temps. « *Le fond du problème n'est finalement pas le verset coranique mais les rapports de genre chez une partie des musulmans qui doivent être, selon moi, complètement repensés*, écrit-il⁽³⁾. *Et ce n'est qu'une fois ces rapports repensés en profondeur, avec un nouveau paradigme des genres, que le problème posé par le verset coranique qui autorise à battre sa femme n'en sera plus un.* »

Anne-Bénédicte Hoffner

(1) *Oasis, chrétiens et musulmans dans le monde global*, n° 30, décembre 2019.

(2) « *Un féminisme islamique ?* », *Le Monde*, 9 mars 2013.

(3) *Les Questions que se posent les jeunes sur l'islam. Itinéraire d'un prof*, La Boîte à Pandore, 2016, 18,90 €.

repères

Trois musulmanes « puissantes »

La tradition musulmane met en avant des figures de femmes dès les débuts de l'islam :

Khadija, la première épouse du prophète de l'islam, appartenait, selon la tradition musulmane, à une riche famille et était elle-même marchande. Divorcée d'un premier mariage, elle s'assumait financièrement et aurait demandé sa main à Mohammed, qui était son employé et de quinze ans plus jeune qu'elle.

Aïcha, si l'on en croit un hadith (récit prophétique), aurait été mariée

à Mohammed à 9 ans. Confrontée aux querelles de succession ayant suivi la mort de son époux, elle aurait levé une armée et combattu, montée sur un chameau, Ali, le quatrième prétendant au statut de calife.

Rabia Al Adawiyya, décédée en 801 à Bassora dans l'actuel Irak, est une poétesse, mystique et une figure majeure du soufisme. La tradition lui attribue des prières et des vers d'une grande beauté, reflet de ce que l'islamologue Pierre Lory qualifie de « *doctrine de l'amour intégral* ».

Une simplicité attirante ?

La conversion à l'islam, qui paraît parfois facile et superficielle

Les convertis, une caricature à gommer

— Le phénomène de la conversion continue à être mal vu, que l'on quitte ou que l'on embrasse l'islam.

— Mais il correspond aussi à des démarches spirituelles qui peuvent être apaisées, sans volonté de rupture.

L'un a servi dans un régiment de hussards, l'autre dans la Légion étrangère. Ces deux anciens militaires ne se connaissent pas, mais leurs cheminements spirituels se sont croisés. Éric Sissoko, 39 ans, né musulman, est devenu catholique. « *C'est une rencontre personnelle avec Dieu* », témoigne-t-il. « *Dieu a fait que je découvre une autre religion* », dit en écho Kevin Devesa, 38 ans, converti à l'islam.

Élevé dans le catholicisme, ce Martiniquais n'avait pas vraiment fréquenté de musulmans avant d'être envoyé en Afghanistan, à 25 ans. « *Leur foi m'a touché* », raconte-t-il. Il s'est interrogé, documenté, rapproché peu à peu des enseignements du Coran. « *Pour moi, c'est un prolongement du message de Jésus* », explique cet infirmier psychiatrique à Lille.

Pour Éric Sissoko, issu d'une famille d'origine malienne et élevé en Seine-Saint-Denis, la bascule a commencé en Côte-d'Ivoire, durant l'opération Licorne. Un dimanche, son lieutenant l'a invité à assister à une messe. Athée à l'époque, il a accepté, par curiosité. « *J'ai entendu "Dieu vous aime", cela m'a surpris* », se souvient-il. Sa vie en a été changée. Rendu à la vie civile, il a entamé un catéchuménat et a été baptisé en 2009.

« La conversion renvoie à des choses tellement négatives. Je n'en fais pas la publicité. Je n'ai pas envie de devoir me justifier. »

Les deux ex-soldats ont accepté de voir leur nom de famille imprimé dans un journal – *La Croix*. Ce n'est pas si fréquent. Le sujet reste sensible. Éducateur scolaire dans un établissement catholique, Éric Sissoko a mis dix ans pour avouer à ses parents sa conversion. « *Pour ma mère, c'était une trahison* », confie-t-il. Chez un ami, il a même été menacé de mort. « *Cela*



a renforcé ma foi. » Son athéisme, déjà, avait été mal accepté. « *Pour certains, l'islam est une sorte d'identité* », note-t-il.

Moïse, un autre chrétien venu de l'islam, peut également en témoigner : « *Aujourd'hui, j'ai des relations sereines avec les musulmans que je connais. Beaucoup respectent mon parcours. Mais cela n'a pas toujours été le cas.* » Âgé de 31 ans, il préfère d'ailleurs ne pas dévoiler son patronyme.

Musulman « *fervent* » au Maroc, son pays natal, Moïse avait abandonné toute activité religieuse à la fin de l'adolescence. Le « *déclic* » est venu à la lecture du *Journal d'un curé de campagne* de Georges Bernanos, pendant ses études en France. « *Cela m'a touché au cœur* », affirme-t-il. La suite a été un « *combat* » jusqu'à son baptême en 2019. « *Il y a eu pas mal d'obstacles, des moments de doute et de peur. Mon parrain m'a porté, heureusement qu'il était là.* »

Pour devenir musulman, il n'y a pas de catéchuménat. La conversion passe par une simple attestation, la *chahada*. La difficulté tient plutôt au regard des proches et à leurs interrogations, nourries par les cas très médiatisés de convertis terroristes. « *La conversion renvoie à des choses tellement négatives, soupire ce cadre quadragénaire, qui veut rester anonyme et s'est converti à 22 ans. Je n'en fais pas la publicité. Je n'ai pas envie de devoir me justifier pour des choses qui me sont étrangères.* »

Ce discret musulman a découvert l'islam avec un ami d'enfance et sa famille sénégalaise, dont il a épousé l'une des membres. « *Avec eux, j'ai trouvé la nourriture*

« *La conversion doit être approfondie. Si le cœur n'est pas sincère, cela reste simplement formel.* »

spirituelle que je cherchais, décrit-il. *Les choses se sont faites naturellement et progressivement.* » Sa spiritualité apaisée le fait aussi éviter la compagnie de certains de ses coreligionnaires, trop rigoristes à ses yeux. Lui est adepte du soufisme, une mystique qui séduit de longue date les Occidentaux.

D'autres courants ont fait irruption en France, dont le salafisme. Le ressort des conversions est parfois moins métaphysique. Des jeunes agissent par mimétisme au contact de camarades en pleine réislamisation. « *C'est vécu comme une forme de revendication et de rejet des autres, avec des motivations qui ne sont pas toujours religieuses* », souligne Jean Abd Al Wadoud Gouraud, membre de l'Institut des hautes études islamiques.

Lui-même vient du catholicisme et a exercé comme imam. « *La conversion doit être approfondie*, insiste-t-il. *Si le cœur n'est pas sincère, cela reste simplement formel.* » Kevin Devesa, l'ancien parachutiste devenu soufi, a suivi cette voie. « *Au départ, mes parents ont eu peur*, reconnaît-il. *Mais ils ont compris que je n'avais pas changé.* » Si son histoire est particulière, elle dénote une diversité qui dessine un paysage beaucoup moins caricatural que les exemples offerts par une poignée de djihadistes.

Âgé de 28 ans, Dorian Sépulcre est ainsi un converti aux racines béarnaises. Lui non plus ne parle pas de « *rupture* ». Baptisé et doté d'une « *solide base catholique* », il s'était éloigné de la religion. Il y a cinq ans, en plein questionnement, il a relu la Bible puis s'est plongé dans le Coran. « *Tout m'a paru cohérent et logique*, dit-il. *Comme si toutes les pièces du puzzle se mettaient en place.* »

De même, toutes les converties ne sont pas des jeunes filles voilées en conflit avec leurs parents et la République. Jie Ikhlas Yang est une quadragénaire d'origine chinoise qui a baigné dans la culture taoïste. Arrivée en France en 2002, elle a fréquenté des chrétiens comme des musulmans, tout en cherchant une religion qui la « *rapproche de Dieu* ». « *Jésus, le fils de Dieu, je n'arrivais pas à comprendre*, glisse-t-elle en riant. *L'islam me correspondait davantage.* »

Quant à Anne Farah Le Signor, harpiste bretonne, elle évoque une « *convergence* », à propos de son choix de devenir musulmane à 40 ans, après la rencontre de l'homme qu'elle a épousé. « *C'était devenu une évidence*, dit-elle. *Je suis toujours la même et j'ai eu la chance d'avoir une famille tout à fait ouverte. Elle a bien vu qu'il n'y avait rien d'autre dans ma démarche que mon choix d'approfondir ma foi.* »

Pascal Charrier

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

Le nabi

(le prophète)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Le mot nabi, prophète, est un mot qui fait partie des emprunts du Coran au corpus biblique. Il s'applique d'abord à des figures (Noé, Abraham, Moïse) que le Coran prend comme références pour conforter la position de Mohammed contesté par les siens dans la cité de La Mecque. Quant à Mohammed, il n'est alors présenté que comme celui qui doit "avertir" les siens en leur transmettant le message qu'il reçoit. C'est dans un second temps, au cours de son exil médinois, qu'il est à son tour qualifié de nabi, s'identifiant ainsi aux figures antérieures dont il se réclame. Avant que la tradition musulmane ne fasse de lui, surtout à partir du IX^e siècle, une figure de plus en plus sacralisée, le prophète du Coran reste avant tout un homme de son temps et de sa société, le VII^e siècle en Arabie. »



Le regard de Hassan Massoudy

« Cette calligraphie est à la fois souple et complexe, avec cette partie très fine au milieu, qui est le b de nabi. J'ai voulu qu'il y ait comme une balance, un équilibre fragile, par l'intermédiaire de cette lettre. On peut y voir comme un souffle, une inspiration... Dans ma tête, le mot nabi est l'évocation d'un homme parfait, qui est aussi poète. J'ai étiré une lettre, celle de gauche, vers le haut. J'ai souhaité une certaine force dans le trait, qui va pour moi avec cette figure spirituelle. Si aujourd'hui je réussis, si je trouve une forme, je sais que demain je devrai recommencer de zéro. Dans la calligraphie, c'est le tracé, l'énergie, le mouvement, qui donne le geste juste. »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait



Dieu et les étoiles

— **Bruno Guiderdoni**, astrophysicien spécialiste de l'étude des galaxies, s'est converti à l'islam en 1987. Il lutte contre l'image caricaturale donnée à ceux qui ont suivi ce chemin.

Quand il n'étudie pas la formation de galaxies, Bruno Guiderdoni explore la mystique de l'islam. L'astrophysicien de 62 ans est directeur de recherche au CNRS à Lyon et musulman pratiquant. *« Les deux démarches procèdent d'une même curiosité sur le monde, confie-t-il. La science est extraordinaire, elle permet de dresser un panorama du cosmos absolument fascinant. Mais la question du sens de la vie reste toujours ouverte. »*

Fils non baptisé d'un protestant et d'une catholique, et enfant de la déchristianisation, le scientifique est allé chercher les réponses à ses interrogations existentielles en embrassant la religion musulmane en 1987, au bout d'une dizaine d'années de « réflexion » et de « ruminations ». *« Pour moi, il ne pouvait pas y avoir de cheminement spirituel sérieux en dehors du cadre d'une forme religieuse, dit-il. Sinon, on reste un peu dans le vague. »*

Comme d'autres intellectuels, Bruno Guiderdoni a choisi la voie du soufisme. *« L'islam présente une simplicité qui laisse transparaître sa métaphysique et sa spiritualité peut-être davantage que d'autres religions, relève-t-il. Le risque est que cette simplicité masque la profondeur de la théologie et de la spiritualité musulmanes. Être musulman, ce n'est pas simplement faire les cinq prières et le mois de Ramadan. »*

Depuis trente ans, ce membre de l'Institut des hautes études islamiques lutte contre des simplifications qui peuvent rimer avec radicalisation. Il a présenté l'émission « Connaître l'islam » à la télévision, participe à des colloques et intervient dans des mosquées pour parler de science et d'islam. Celle de Lyon, qu'il fréquente, accompagne des candidats à la conversion. *« Il faut faire mûrir les intentions », insiste-t-il.*

Devenu Abd Al Haqq Ismaïl Guiderdoni, le chercheur défend aussi une autre image des convertis, qui ne se résume pas aux « petits jeunes de banlieue qui se radicalisent sur Internet et vont faire le coup de feu ». L'Institut français de la civilisation musulmane, inauguré en septembre 2019 à Lyon, lui a offert une nouvelle tribune. La pandémie a freiné ses activités, mais pas changé son message : *« L'islam n'est pas un monolithe. »*

Pascal Charrier

Abandonner l'islam reste mal vu

— Ce n'est pas le Coran mais un simple hadith, une parole prêtée par la tradition au prophète de l'islam, qui prévoit la peine de mort pour les apostats.

— Aujourd'hui, nombreuses sont les raisons qui poussent à réinterpréter les textes.

Quel sort est réservé aux apostats dans le monde musulman ?

La plupart des pays majoritairement musulmans affirment la liberté de croyance (*hurriyya al-aqîda*) ainsi que de « l'exercice du culte ». En revanche, la liberté de conscience (*hurriyya al-damîr*) est très rarement mentionnée. De surcroît, et sous l'influence croissante des courants islamistes depuis les années 1970, d'autres mentions ont été ajoutées au droit fondamental : le rappel des « droits de Dieu » (*huqûq Allah*) ou des « principes immuables » (*thawâbit*) de l'islam.

Par conséquent, le blasphème est interdit – c'est-à-dire la « critique » ou l'« insulte » contre l'islam ou, parfois, contre les « religions du Livre » –, de même que l'appartenance à une religion autre que celles reconnues par l'État, mais aussi l'apostasie ou la proclamation de l'athéisme. Des condamnations ont pu être prononcées par des tribunaux, comme celle de l'homme politique et théologien libéral soudanais Mahmoud Mohamed Taha, déclaré apostat par les oulémas d'Al-Azhar et exécuté en janvier 1985.

Ces sentences restent exceptionnelles mais l'apostasie continue à faire l'objet d'une réprobation très forte dans la communauté musulmane, en particulier dans les courants les plus intransigeants.

Que dit la tradition musulmane ?

Le Coran condamne les apostats tout en laissant à Dieu le choix de leur châtiement : « *Et ceux parmi vous qui abjureront leur religion et mourront infidèles, vaines seront pour eux leurs actions dans la vie immédiate et la vie future* »

(sourate 2, verset 217). Plusieurs sourates rejettent par ailleurs l'idée d'une « contrainte en religion », et rappellent à Mohammed qu'il n'est pas là pour exercer une « autorité » sur les croyants mais seulement pour « transmettre le message ».

Le Coran condamne les apostats tout en laissant à Dieu le choix de leur châtiement.

Mais un hadith, une parole prêtée au prophète de l'islam, mise par écrit plusieurs siècles après sa mort et considérée comme authentique par les savants musulmans, prévoit la peine de mort pour les apostats : « *Celui qui change de religion, tuez-le.* » Et en qualifiant de « guerre de ridda » (« guerre contre les apostats ») les campagnes menées par le successeur de Mohammed contre les tribus arabes refusant de payer l'impôt, la tradition a ancré l'idée selon laquelle la répression de l'apostasie était une condition de survie pour la communauté.

De leur côté, les juristes médiévaux ont longuement disserté sur les conditions nécessaires à l'application de la peine capitale : l'accusé doit avoir « *conscience de ses actes ou de ses paroles* », et sa condamnation « *doit s'appuyer sur la confession de l'apostat lui-même, ou sur sa dénonciation par deux témoins fiables* », écrit l'islamologue Emmanuel Pisani⁽¹⁾. Un délai de rétractation est généralement prévu.

Quelles pistes pour avancer ?

Les raisons poussant à une réinterprétation des textes fondateurs sont nombreuses. Dans son livre *Abandon de l'islam. De l'irrégiosité au reniement de la foi chez les musulmans en France* (L'Harmattan, 2020), le sociologue et islamologue Houssame Bentabet montre que la condamnation de l'apostasie et le risque, « *dans certains cas, d'un rejet de la famille et du groupe d'appartenance* » n'empêchent pas les intéressés de franchir le pas. Par ailleurs, dans la foulée des printemps arabes et d'une individualisation du rapport à la religion, un nombre croissant de jeunes, y compris dans les pays majoritairement musulmans, revendiquent publiquement leur incroyance. Une première avancée est venue du Maroc en 2017 : estimant que le hadith a été mal interprété jusqu'ici, six membres du Conseil supérieur des oulémas du Maroc ont estimé, dans un livre, que la peine de mort devait être réservée à ceux qui « *trahissent leur pays* » et non à ceux qui changent de religion.

En France et ailleurs, une partie des « nouveaux penseurs » de l'islam plaident, eux, pour une suppression de la peine capitale : certains par fidélité au texte coranique ; d'autres au nom d'une approche historico-critique des hadiths qui permet de mieux en saisir le statut d'arme politique au service du calife. Pour le théologien Ghaleb Bencheikh, « *le châtimeut suprême pour apostasie est une pratique abjecte qui bafoue un des droits les plus fondamentaux de l'homme, à savoir sa liberté inaliénable de croire ou de ne pas croire*⁽²⁾. »

Anne-Bénédicte Hoffner

(1) « *Apostasie en islam. Vers la liberté religieuse ?* », revue *Études*, 2015/11.

(2) *La Laïcité au regard du Coran*, Presses de la Renaissance, 2005, 298 p., 19,50 €.

repères

Les conversions, un phénomène difficile à quantifier

Un sondage Ifop mené auprès de personnes musulmanes ou de « culture musulmane » a été réalisé en avril-mai 2016. Ses résultats sont présentés dans le rapport écrit par Hakim El Karoui pour l'Institut Montaigne : « *Un islam de France est possible* ».

7,5% des personnes se disant musulmanes déclarent qu'aucun de leurs parents n'est musulman. « *Ce chiffre peut correspondre, de façon schématique, à ce que l'on considère comme les conversions à l'islam* », écrit l'auteur, qui constate par ailleurs que, « *bien que la religion islamique soit transmise*

en principe de façon patrilinéaire, les musulmans dont seul le père est musulman ne sont pas plus nombreux que ceux dont seule la mère est musulmane ».

À l'inverse, 15% des enquêtés ne « se considèrent pas comme musulmans ». Selon le rapport, « *les trajectoires de "sortie" de la religion musulmane – ou de désaffiliation – apparaissent comme deux fois plus importantes que les trajectoires d'entrée; prenant à rebours les représentations faisant de l'islam une religion attirant massivement des individus a priori éloignés de cette tradition* ».

Quelle place en France ?

La question de son adaptation culturelle à la société française

Un islam « français », difficile mais pas impossible

— Depuis trente ans, les pouvoirs publics cherchent à couper l’islam français des tutelles étrangères, mais son émancipation ne pourra venir que de la communauté musulmane elle-même.

— Où en est-on d’une instance représentative de l’islam ?

Depuis la création du Conseil de réflexion sur l’islam de France en 1990, les pouvoirs publics tentent d’accompagner l’émergence d’une instance nationale qui permettrait à la fois de représenter le culte et de structurer cette religion, notamment par la formation d’imams. Tous les gouvernements successifs essaient ainsi de dépasser le problème de l’influence des pays d’origine – principalement le Maghreb et la Turquie – qui gardent la main sur leurs diasporas et de contrer l’essor des courants islamistes soutenus par l’argent des pétromonarchies de la péninsule arabe.

Après la création de Conseil français du culte musulman (CFCM) en 2003, la dernière étape de cette histoire a été la présentation d’une charte des principes pour l’islam de France, en janvier 2021.

Les différentes instances signataires du CFCM s’engagent notamment à lutter contre la haine et à respecter la liberté de conscience (refus de condamner l’apostasie) ainsi que les principes républicains. Ils s’interdisent de « *s’inscrire dans une quelconque démarche faisant la promotion de ce qui est connu sous l’appellation “islam politique”* ». Un dispositif de contrôle et d’exclusion est prévu.

Pour la première fois, un texte aborde ouvertement les pratiques de l’islam qui peuvent poser problème.

Ancien responsable du bureau des cultes au ministère de l’intérieur, Bernard Godard souligne que, pour la première fois, un tel texte aborde ouvertement les pratiques de l’islam qui peuvent poser problème. Il s’agit pour lui d’une avancée sur le fond. En dépit de cette



avancée, la principale critique faite à cette approche institutionnelle est celle de son efficacité car les grandes fédérations du CFCM sont, selon les détracteurs, déconnectées de la réalité du terrain.

Quelles sont les autres voies possibles ?

L'essayiste Hakim El Karoui estime que l'« *islam consulaire* », lié aux pays d'origine, n'est plus en phase avec les générations nées en France, qui inventent de nouveaux réseaux et se forment sur Internet. Auditionné à l'Assemblée sur le projet de loi sur le séparatisme, il a donné l'exemple d'un imam de Brest, Rachid Eljay, suivi par 1,8 million de personnes sur les réseaux sociaux. Hakim El Karoui plaide pour l'instauration d'une redevance sur la consommation halal, qui permettrait de financer des instances, de salarier des imams, de développer la théologie.

Najwa El Haïté, avocate et adjointe au maire d'Évry-Courcouronnes (Essonne), juge, elle, que l'affirmation d'un islam libéral à côté de « *l'islam majoritaire* » passe par la promotion de femmes au sein des instances représentatives. À la suite d'une récente tribune dans *L'Obs*, elle assure avoir reçu « *beaucoup de soutiens venant d'hommes musulmans* ».

Le politologue et islamologue Haoues Seniguer insiste sur un autre enjeu, l'émergence d'une pensée musulmane de la modernité. C'est selon lui possible, car même

si le rayonnement d'institutions comme l'université égyptienne Al-Azhar est réel, il n'existe pas d'autorité équivalant à celle du Vatican dans l'Église.

Il émet toutefois deux conditions : « *D'une part, que ce travail soit fait hors du soutien officiel de l'État, sinon il perdra toute crédibilité. De l'autre, qu'il rejoigne une demande de la base. Or, c'est une difficulté, car les jeunes générations sont plutôt dans une approche ritualiste.* »

Haouen Seniguer estime toutefois que, tôt ou tard, une pensée réformiste émergera. Depuis 2015 et les attentats terroristes, il perçoit « *une prise de conscience* ».

Bernard Gorce

le mot calligraphié
par Hassan Massoudy

Faransa

(la France)

L'explication de Jacqueline Chabbi, historienne de l'islam

« Le monde musulman découvre la France avec la colonisation. Mais le mot France n'est pas un terme polémique, contrairement à celui de "croisés" qui fait l'objet d'une idéologisation délirante dans le salafisme contemporain. Au Moyen Âge, la grande catastrophe du monde musulman ne fut pas les croisades mais l'épisode mongol dévastateur du XIII^e siècle... Quand on parle de la France vient immédiatement la question de ses valeurs. Une chartre des principes de l'islam de France vient d'être formulée. C'est une avancée sans précédent, qui inscrit dans ses principes le fait que l'on puisse sortir de l'islam, alors que l'apostasie est encore criminalisée dans nombre de pays musulmans. Si un islam de France peut se construire, il devra reposer sur la liberté de conscience et la capacité de porter un regard éclairé sur le passé, en sortant de la vision fantasmatique qui prévaut trop souvent. »



Le regard de Hassan Massoudy

« Pour écrire le mot France, j'ai pris les couleurs du drapeau français. Je ne voyais pas d'autres possibilités. Ces couleurs sont celles de l'unité de la France. J'ai écrit France en bleu, puis j'ai trouvé que la dernière lettre laissait un trop grand vide autour d'elle. C'est pourquoi je l'ai dupliquée, comme en écho, en rouge. La fin du mot « France » s'étire comme un oiseau qui s'envole. J'avais envie d'une France qui ait du souffle! Je suis né en Irak, mais la France m'a tout donné. Je rêvais d'être peintre et je suis venu à Paris il y a cinquante ans pour étudier aux Beaux-Arts. Je suis marié avec une Française, nous avons une fille et deux petits-enfants. Pour moi, je suis aussi une partie de la France. »

Recueilli par Élodie Maurot

Portrait



Entre Aladin et Django

— **Fawzy Al Aiedy**, auteur-compositeur-interprète. Né en Irak, ce musicien a découvert la France par la poésie de Rimbaud et fait depuis confluier l'Orient arabe et les musiques du monde.

P récurseur du mouvement « oriental jazz », Fawzy Al Aiedy a passé toute sa vie à concilier la grande tradition musicale arabe et la création contemporaine. Né à Bassora, dans le sud-est de l'Irak, il n'a que 14 ans quand il part étudier la musique à Bagdad. Il apprend le chant et la pratique de l'oud, le luth arabe, ainsi que le hautbois. « *J'ai convaincu l'Institut de musique de me laisser étudier en parallèle les musiques classique et orientale. C'est la chance de ma vie d'avoir ces deux cultures* », raconte cet auteur-compositeur-interprète.

Un coup de foudre littéraire, la découverte d'Arthur Rimbaud, lui fait découvrir la France. Alors que la vie politique irakienne est rythmée par les coups d'État, il rejoint Paris en 1971 pour étudier la musique de chambre, avec le sentiment de plonger dans un pays « *de liberté et de culture, très ouvert au monde* ». Alors qu'il est né à une date inconnue, il choisit de fêter son anniversaire à la date de son arrivée en France, « *comme une nouvelle naissance* », s'amuse-t-il.

Son inspiration vient de sa volonté « *de créer une musique qui fasse le pont entre l'Orient et l'Occident, entre Aladin et Verlaine* ». Sélectionné pour les Djangos d'or – Trophées internationaux du jazz –, distingué par l'Académie Charles-Cros, il est nourri par la spiritualité et la musique traditionnelle arabes : « *Sur scène, je ne pense pas à la culture, ni à la religion : mais je veux toucher le cœur des gens.* »

Se définissant comme un citoyen du monde, Fawzy Al Aiedy regrette que le vivre-ensemble soit de plus en plus menacé en France et appelle à « *ne pas laisser les extrémismes de tous bords nous envahir* ». Lui-même a interprété dans la cathédrale de Strasbourg un texte du poète et philosophe soufi Ibn Arabi (1165-1240) « *qui disait que son cœur est ouvert à toutes les pensées et religions* ».

« *On confond trop souvent "arabe et musulman" alors qu'il y a des Arabes athées ou agnostiques* », souligne le chanteur, qui espère dans un prochain livre montrer « *tout ce que la musique arabe apporte à la France et comment la société française enrichit cet art* ».

Léa Perez

ENTRETIENS



Ahmed Jaballah

Théologien, ancien président de l'Union des organisations islamiques de France (courant proche des Frères musulmans)

Une réflexion continue et toujours en cours

Cette question de « l'islam de France », nous, les acteurs français de la pensée musulmane, la travaillons depuis la fin des années 1980. C'est une réflexion continue, et toujours en cours, sur la manière dont les musulmans peuvent vivre leur religion dans un contexte français caractérisé par la laïcité, et donc la diversité. Entre 1995 et 2000, la commission « islam et laïcité », engagée par la Ligue de l'enseignement, fit un travail considérable. Dommage qu'on ne tire pas davantage profit de ses résultats...

Personnellement, la notion d'islam de France ne me pose pas de problème. Mais il faut comprendre la réticence de certains musulmans, qui lui préfèrent l'expression d'« islam en France » : ils ont peur de devoir revoir, voire y renoncer, certains principes de leur religion pour mieux « s'adapter » à la France. C'est une demande qu'on entend dans certains discours politiques et médiatiques, par exemple sur le halal, que certains aimeraient simplement voir disparaître du sol français ! Je pense que la réticence de ces musulmans quant à l'« islam de France » est essentiellement une réaction à une impression de stigmatisation : ils ne veulent pas d'un islam « *au rabais* ».

Cela étant dit, il est évident que quand on vit dans un pays laïque, on ne peut pas revendiquer un certain nombre de principes en cours dans les pays musulmans : des orientations sur le plan politique ou économique, par exemple. Cela n'empêche pas les musulmans d'avoir une pratique individuelle, ni même de porter certaines valeurs éthiques, comme sur la famille – ce qui est d'ailleurs aussi le cas des catholiques. Le tout est que cela puisse s'exprimer dans un débat ouvert.

Malgré l'universalité de l'islam (les six fondamentaux de la foi, les cinq piliers qui structurent la vie pratique, etc.), les sociétés musulmanes sont très différentes les unes des autres. Je crois que cela nous a préparés à découvrir d'autres manières d'être musulman, en Europe. La question de l'intégration des non-musulmans dans une société musulmane a été pensée théologiquement au cours de

l'histoire : dès l'époque du Prophète, avec la « Constitution de Médine » qui reconnaissait l'égalité de tous ses habitants, musulmans ou non. Mais le contraire – être musulman dans une société non musulmane – est une notion assez nouvelle, qui n'a pas été étudiée jusqu'au XX^e siècle.

La réticence quant à l'islam de France est essentiellement une réaction à une impression de stigmatisation.

Cet effort de la réflexion théologique et juridique est notamment fait aujourd'hui par le Conseil européen de la fatwa et des recherches (CEFR), qui a son siège à Dublin (Irlande). Ce conseil – au sein duquel je représente, avec d'autres théologiens, l'islam de France – a produit de nombreuses fatwas (avis juridiques) depuis sa création en 1997. Après d'intenses débats, nous avons par exemple autorisé les prêts bancaires pour l'acquisition d'une résidence principale : même si l'islam proscrit l'usure, nous nous sommes dit que les musulmans européens vivaient dans des systèmes économiques basés sur ces transactions, et interdire celles-ci les pénaliserait.

Recueilli par Mélinée Le Priol



Mohamed Bajrafil

*Théologien, auteur de Islam de France, l'an I.
Il est temps d'entrer dans le XXI^e siècle⁽¹⁾*

Un islam « pur » est une absurdité théologique

J'avoue avoir du mal à comprendre les réticences quant à cette expression d'islam de France. Car si l'islam se vivait partout de la même manière, il s'étriquerait, voire il disparaîtrait ! L'islam a dû sa survie à sa capacité, au cours de son histoire, à s'adapter à différentes cultures. Résultat, aujourd'hui, on n'est pas musulman de la même manière au Maghreb, en Indonésie ou au Sénégal ! Les cinq piliers ne changent pas, bien sûr, mais le rapport à la chose religieuse, si. Sur la manière de s'habiller, la place de la femme : nombreuses sont les pratiques qui varient d'un pays à un autre.

D'autre part, il me semble vain de résister à quelque chose qui se fera de toute façon. La présence de l'islam en France produira inévitablement une manière de vivre l'islam qui sera propre à la France. Or l'islam de France, c'est tout simplement cela : l'islam acclimaté aux réalités sociologiques, culturelles, philosophiques et anthropologiques françaises.

Ce qui me préoccupe, aujourd'hui, c'est plutôt l'uniformisation de la manière de vivre l'islam, qui se « saoudise » (*s'apparente à l'islam saoudien, NDLR*) à vue d'œil. Nombreux sont les jeunes Français qui pensent désormais que, pour être musulman, il faut porter une djellaba ! À cause du succès du wahhabisme, la culture des pétromonarchies du Golfe s'est répandue sur toute la surface du globe : ce mimétisme culturel n'a rien de religieux. Ce sont les salafistes qui ont inventé cette idée d'un islam « pur », vécu « *comme au temps du Prophète* », ce qui est une absurdité historique et théologique.

Pour dénigrer l'idée d'un islam de France, d'autres brandissent l'argument d'une « *civilisation musulmane* », par essence arabe et donc incompatible avec l'Europe.

L'islam a dû sa survie à sa capacité, au cours de son histoire, à s'adapter à différentes cultures.

Là encore, c'est faux ! Aujourd'hui, neuf musulmans sur dix ne parlent même pas cette langue, puisque seuls de 200 à 300 millions sont arabes sur 1,8 milliard de musulmans dans le monde. Tous les pays arabes réunis n'équivalent pas, en termes de population, à l'Indonésie ! S'il y a une « civilisation

musulmane », elle ne peut être, à mes yeux, qu'universelle.

Pour moi, l'islam de France doit être un « laboratoire médinois », en référence à cette ville de Médine où le prophète Mohammed a signé un pacte avec les tribus juives pour leur proposer ensemble une communauté de destin – et non de foi. Par ce geste, il a décrété, à mon sens, la laïcité, assurant aux juifs la judaïté et aux musulmans l'islamité.

Théologiquement, le défi qui nous attend est énorme, mais passionnant : il nous faut trouver de nouvelles manières de concevoir l'autre et de vivre avec lui. Plus largement, c'est tout le rapport à la religion qui doit être repensé, ce qui n'équivaut bien sûr pas à créer une nouvelle religion ! Je crois que la foi va retrouver la place qui est la sienne, c'est-à-dire l'intime. Or le wahhabisme a fondé son succès sur cette fausse promesse : sortir la foi de l'intime pour en faire avant tout une affaire d'apparence.

Recueilli par Mélinée Le Priol

(1) Éd. Plein Jour, 2015, 152 p., 16 €.

Qui sont-ils ?

Ahmed Jaballah

1956. Naissance à Haffouz (Tunisie).

1980. Arrivée en France, pour poursuivre ses études d'islamologie, après une maîtrise en sciences islamiques en Tunisie.

1984-1992. Préside l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), liée aux Frères musulmans.

1992. Cofonde l'Institut européen des sciences humaines (IESH) dans la Nièvre, puis à Saint-Denis en 2001.

1997. Participe à la fondation du Conseil européen de la fatwa et des recherches (CEFR), qui appartient à la galaxie des Frères musulmans.

2015. Président du conseil exécutif du Conseil théologique musulman de

France, proche de l'UOIF (devenue en 2017 Musulmans de France).

Mohamed Bajrafil

1978. Naissance à Tsidjé, aux Comores.

1999. Arrivée en France, pour poursuivre ses études en linguistique.

2008. Devient imam à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), après avoir exercé dans plusieurs mosquées de la région parisienne.

2015. Parution d'*Islam de France, l'an I. Il est temps d'entrer dans le XXI^e siècle* (Éd. Plein jour).

2020. Renonce à son rôle d'imam après vingt et un ans d'exercice, marquant ainsi son désaccord avec la gestion du culte musulman en France.

Comprendre

L'évolution du discours théologique chrétien dans son approche des autres religions

L'approche chrétienne des autres religions

— Que dit l'Écriture des autres religions ?

Si l'on excepte le judaïsme, l'Écriture ne parle pas beaucoup des autres religions. Cela s'explique par le contexte historique de la rédaction des textes bibliques, bien différent de la mondialisation religieuse du XXI^e siècle qui met en évidence l'énigme de la pluralité des religions. L'Écriture insiste surtout sur l'opposition entre la vraie foi au Dieu d'Israël et les pratiques ou courants idolâtriques du monde ancien. Dans le Nouveau Testament domine l'affirmation de l'unicité salvifique de Jésus-Christ qui est « *le chemin, la vérité, la vie* » (Jean 14, 6-14).

De ce constat, un théologien comme Karl Barth (1886-1968) a tiré une condamnation des religions, vaines prétentions humaines d'apporter le salut par elles-mêmes selon lui. Barth exclut donc toute autre voie du salut que le Christ lui-même : même les religions en sont incapables. La religion chrétienne et l'Église ne sont pas regar-

Le sens donné au mot « Église » s'est toujours plus rétréci, pour se concentrer à partir du Moyen Âge tardif sur ses institutions visibles.

dées comme « meilleures » que les autres. Elles sont tout aussi condamnées, mais justifiées par la grâce divine. Cette approche se distingue d'autres courants exclusivistes qui reconnaissent le christianisme comme une voie de salut et excluent les autres religions.

— Quelle est la tradition du christianisme ancien sur cette question ?

Les œuvres des Pères de l'Église montrent que les chrétiens, minoritaires au sein d'un monde religieux antique pluriel, n'ont pas reculé devant la polémique. Mais les Pères ont aussi emprunté aux traditions de l'Antiquité pour

Lors du concile Vatican II, en 1965.



parler du christianisme et sont habités par la conviction que Dieu s'est communiqué tout au long de l'histoire antérieure au Christ. Pour Justin, le Verbe divin a été « *disséminé* » parmi les nations, au point que ceux qui ont vécu « *avec lui* » peuvent être dits « *christianoï* » alors même qu'ils ignoraient sa future révélation en Jésus de Nazareth. C'est la doctrine dite des « semences du Verbe ». De son côté, Origène insiste sur le fait que Dieu a eu et garde le souci de la totalité du genre humain et de son salut. Dans ses *Homélie sur les nombres*, à propos de l'épisode de la prophétie du païen Balaam, il exprime la conviction que Dieu peut même agir à partir des pratiques magiques ou de la divination païenne.

— D'où vient l'adage « Hors de l'Église pas de salut » ?

C'est vers le milieu du III^e siècle que la formule « Hors de l'Église pas de salut » fait son apparition, à la fois en Orient avec Origène et en Occident avec Cyprien de Carthage. Elle fait initialement référence au récit biblique de l'arche de Noé, avant de se concentrer sur une interprétation excluante, formulée dogmatiquement par le concile œcuménique de Florence en 1442, qui déclare : « (La très sainte Église romaine, NDLR) *croit fermement, professe et prêche qu'aucun de ceux qui se trouvent en dehors de l'Église catholique, non seulement païens, mais encore juifs ou hérétiques et schismatiques ne peuvent devenir participants de la vie éternelle mais iront "dans le feu éternel qui est préparé pour le diable et ses anges" (Mt 25, 41) à moins qu'avant la fin de leur vie, ils ne lui aient été agrégés.* »

Dans l'ouvrage de référence *Hors de l'Église pas de salut. Histoire d'une formule et problèmes d'interprétations*⁽¹⁾, le théologien Bernard Sesboué a replacé cette formule – un « *axiome faussement clair* », disait le théologien Yves Congar – dans son déploiement historique. Il montre comment elle visait au départ ceux qui étaient tentés de quitter l'Église, puis fut ensuite étendue à tous ceux qui restaient en dehors de l'Église. Parallèlement, le sens donné au mot « Église » s'est toujours plus rétréci, pour se concentrer à partir du Moyen Âge tardif sur ses institutions visibles. C'est l'apogée d'une approche ecclésiocentrique.

— Comment en est-on sorti ?

À l'aube des Temps modernes, la découverte des peuples indiens du Nouveau Monde, qui n'avaient pas reçu l'annonce du Christ et auxquels on ne pouvait reprocher aucun refus de l'Église, a conduit à un reflux, progressif et lent mais continu, de l'affirmation du concile de Florence. Au XIX^e siècle, on insistera sur le fait qu'elle ne vaut qu'en cas de refus individuel « coupable » de l'Église. Mais il faut attendre le XX^e siècle pour que son abandon soit acté. « *Aujourd'hui le sens ancien d'une telle formule répugne à presque tous les catholiques* », souligne le théologien et futur cardinal Avery Dulles, en 1975.

Convaincu que la miséricorde divine abonde au-delà des frontières de l'Église, le concile Vatican II (1962-1965) parle de la vérité du Christ qui « *éclaire tous les hommes* » (*Nostra Aetate*, n. 2, § 4). Il maintient donc un christocentrisme fort. Le salut n'est plus conditionné par l'appartenance à l'Église, mais lui reste « ordonné ». On est ainsi passé de l'ecclésiocentrisme au christocentrisme. Cette approche dite « *inclusiviste* », largement irriguée par les travaux du théologien Karl Rahner (1904-1984), affirme que les autres croyants peuvent être sauvés non pas malgré leur foi non chrétienne, mais grâce à elle, et que le Christ peut les éclairer, même s'ils ne le reconnaissent pas.

— Comment la théologie des religions a-t-elle évolué depuis le Concile ?

Dans le dernier quart du XX^e siècle, le courant pluraliste de la théologie des religions (John Hicks, Paul Knitter, Raimon Panikkar, Michael Amaladoss...) s'efforce de ne plus considérer les autres religions à partir du christianisme. Au christocentrisme, il préfère une forme de théocentrisme. Il envisage chaque religion comme une manière différente de rendre compte du mystère de Dieu.

Plus récemment, une quatrième approche dite « post-libérale » (le luthérien George A. Lindbeck, les catholiques Joseph A. Di Noia, James L. Fredericks et Paul J. Griffiths, le baptiste S. Mark Heim...) a pris acte de l'éclatement de la modernité. Ce courant ne cherche pas une base de dialogue « neutre », comme le font les libéraux pluralistes, qui serait débarrassée des symboles des religions particulières. « *L'approche post-libérale refuse cette prétention illusoire. Elle estime impossible de s'extraire de sa propre tradition, explique le théologien Rémi Chéno, auteur de Dieu au pluriel⁽¹⁾. Le pluralisme post-libéral insiste sur la particularité bien concrète de chaque religion, sur ce qui la différencie des autres, au contraire du pluralisme libéral qui valorise l'expérience intérieure du sujet dans la mesure où elle lui est commune avec les croyants des autres traditions religieuses.* » On voit dans chacune de ces approches où sont les avantages (recherche du commun-respect des singularités) et les risques (indifférenciation-juxtaposition des différences).

Élodie Maurot

(1) DDB, 2004.

(2) Cerf.

ce qu'il faut retenir

La théologie des religions

Au XX^e siècle, la prise de conscience de la pluralité des religions a conduit le christianisme à réfléchir au sens de cette diversité religieuse et au salut des autres croyants. C'est ce que l'on appelle la théologie des religions.

Dans l'histoire, la formule « Hors de l'Église pas de salut »

a longtemps dominé, centrant le salut sur l'Église, comprise dans un sens plus ou moins strict.

Le concile Vatican II a rompu avec cette approche, portant un regard positif sur les autres religions, tout en maintenant le rôle du Christ comme unique médiateur du salut.

LE TEXTE

Les autres croyants « associés » au mystère pascal

Le concile Vatican II évoque dans plusieurs constitutions la question du salut des autres croyants. La constitution *Gaudium et spes* promulguée le 7 décembre 1965 parle ainsi du salut apporté par le mystère pascal du Christ. « *Cela (le mystère pascal) ne vaut pas seulement pour ceux qui croient au Christ, mais bien pour tous les hommes de bonne volonté, dans le cœur desquels, invisiblement, agit la grâce. En effet, puisque le Christ est mort pour tous et que la vocation dernière de l'homme est réellement unique, à savoir divine, nous devons tenir que l'Esprit Saint offre à tous, d'une façon que Dieu connaît, la possibilité d'être associés au mystère pascal* » (*Gaudium et spes* 22, n. 5).

DES FEMMES, DES HOMMES ET DES DIEUX



Source : M.A. Beaulieu

Ne pas se laisser piquer deux fois

Par Marie-Armelle Beaulieu

Rédactrice en chef du magazine Terre sainte

Isaac, comme son prénom ne l'indique pas, est musulman. Il est bien seul dans son magasin d'épices du souk Al-Attarin. Il faut dire que Jérusalem connaît son troisième confinement en dix mois et cumule quatre mois de fermeture. Une situation encore plus difficile dans les ruelles de la Vieille Ville parce que celle qui vit tout entière pour les touristes ou les pèlerins est désertée et laisse une grande partie de ses habitants désœuvrés et sans le sou.

Isaac, lui, sort chaque jour ouvrir son échoppe. Les épices, c'est un essentiel de l'alimentation palestinienne. Devant les caméras d'un média chrétien local, il s'exprime sur la situation. « *Nous ne sommes pas habitués à ça, mais je pense que cela nous aide à réaliser ce qu'est vraiment la vie : tous les jours ne sont pas bons, donc je pense qu'il nous faut trouver le moyen de nous y adapter. Nous devons apprendre des erreurs que nous avons commises : je pense que le monde entier devient de plus en plus matérialiste, et que nous avons oublié notre famille, les personnes les plus faibles, qui souffraient alors que nous étions forts, très occupés par nos activités. Nous devons trouver un moyen de ne pas oublier ces personnes et leur donner un peu de notre temps et de nos ressources financières, car nous sommes tous liés les uns aux autres. Je suis musulman, ma foi m'apprend la patience et à tirer les leçons de cette période.* »

Isaac exprime dans des mots simples une des notions les moins comprises de l'islam et dont le mot avec lequel on la nomme en français traduit combien on la biaise : le fatalisme. D'un fataliste à l'occidentale, on s'attendrait que dans la situation présente il fasse le dos rond le temps de laisser passer l'orage. Isaac dans la confiance qu'il a en Dieu se projette vers l'étape suivante : mieux prendre soin des siens et venir en aide aux plus pauvres. Le fataliste comme nous l'entendons s'immobilise, mais Isaac choisit d'embrasser l'épreuve pour mieux envisager les leçons à tirer. Cette attitude fait bel et bien partie du *mektoub* (« ce qui est écrit, le destin »), tel que je l'ai découvert en vivant au Proche-Orient.

Autant entendre *inch Allah* (« si Dieu veut ») à tout bout de phrase me fait lever les yeux au ciel (!), autant l'attitude d'abandon et de confiance face à une situation donnée est inspirante. Et elle l'est d'autant plus qu'elle est beaucoup moins figée qu'il n'y paraît. Le destin n'est pas une fatalité. On rapporte de Mohammed qu'il aurait dit : « *Le croyant ne se laisse pas piquer deux fois (par l'animal sortant, NDLR) de la même anfractuosité.* »

Si tout dépend de Dieu, si tout est écrit par lui, alors même mon désir d'infléchir une situation pour le mieux peut avoir été écrit par Dieu lui-même. Il en résulte une forme de sérénité devant ce qui arrive comme devant l'acte que l'on pose en direction du bien et en restant confiant en Dieu. Dans quelle mesure n'est-ce pas cette démarche de foi, largement devenue culturelle, qui permet aux populations de la région de vivre tous les coups durs qui les frappent avec la conviction qu'ils pourront se relever et avancer de nouveau ? C'est tout ce qu'on leur souhaite.

Hakim El Karoui :

« Le djihadiste n'est pas un nihiliste, il a un projet de société »



Les Militants du djihad. Portrait d'une génération,

de Hakim El Karoui et Benjamin Hodayé. Fayard, 324 p., 22 €.

Le livre décrit les chemins intellectuels et spirituels d'accès au djihadisme, notamment le rapport au salafisme. Alors que le gouvernement français est en train de faire voter la loi « confortant le respect des principes de la République », dite « loi séparatisme », cet ouvrage montre que la bataille est d'abord idéologique et religieuse.



Hakim El Karoui et Benjamin Hodayé ont travaillé sur plus de 1 400 trajectoires de djihadistes européens, pour comprendre leur itinéraire et leur engagement.

Pourquoi avoir voulu faire cette enquête sur les profils des djihadistes européens ?

Hakim El Karoui : Nous voulions dépasser la « querelle des orientalistes », comme Olivier Roy et Gilles Kepel, sur les causes de la radicalisation. Pour cela, avec Benjamin Hodayé et quatre collaborateurs, nous avons analysé pendant dix-huit mois le profil de 1 400 djihadistes. Notre première conclusion, c'est qu'il existe bien un profil commun du djihadiste européen : un jeune, habitant des quartiers pauvres avec une forte proportion de convertis ou de « reconvertis », sans failles personnelles ou sociales très spécifiques. Ce ne sont pas des marginaux, ils ont un profil éducatif comparable aux jeunes de leur quartier. On constate aussi une extrême concentration de ces djihadistes dans quelques communes. Enfin, ce sont des Français descendants d'immigrés pour les trois quarts.

Vous montrez que tous partagent la même idéologie religieuse...

Hakim El Karoui : 90 % ont connu ce que nous avons appelé une rupture spirituelle et religieuse avec une conversion à l'islam ou, pour ceux qui étaient de famille musulmane, un « changement d'islam ». Il faut prendre cette idéologie religieuse au sérieux : ce n'est pas du nihilisme, comme le pense Olivier Roy. Leur engagement dans le djihad doit être pensé dans la continuité de leur histoire spirituelle. Ils ont un modèle bien construit, qui leur donne un cadre pour la vie et pour la mort. Ce sont des militants.



Vous mettez aussi en lumière un djihadisme féminin.

Hakim El Karoui : Oui, 20 % des djihadistes sont des femmes. Elles ne sont pas des victimes, elles partagent l'idéologie. Elles passent rarement à l'acte terroriste, mais elles ont un rôle – notamment faire des enfants – pour contribuer à la diffusion de ce modèle de société. Le djihadiste ne fait pas que mourir, il a un projet de vie.

Les djihadistes sont particulièrement nombreux et violents en France. Pourquoi ?

Hakim El Karoui : En France, l'idéal d'un projet commun et universaliste est affirmé de manière plus forte qu'ailleurs. Mais cet objectif louable commence par un processus d'acculturation qui peut être douloureux. En rupture avec leur famille et souvent avec la société, les garçons, notamment, cherchent un support identitaire. Cette génération a trouvé une réponse dans l'islamisme et, pour certains, dans le djihadisme. S'ajoutent la dimension eschatologique du départ en Syrie, et le sentiment d'appartenir à une communauté générationnelle. Attention cependant : nous avons en France entre 300 000 et 400 000 jeunes qui correspondent au profil parmi lesquels les djihadistes recrutent. Et il y a actuellement sans doute 10 000 djihadistes potentiels. Cela signifie que 390 000 ont résisté.

L'importance de l'aspect religieux dans la pensée djihadiste doit être réaffirmée, écrivez-vous en conclusion.

Hakim El Karoui : On confond religion et spiritualité, sans voir qu'il s'agit d'un système de pensée, voire d'un modèle de société. À cela s'ajoute aussi l'ignorance du fait religieux musulman. On a trop longtemps refusé de voir que la violence commise en son nom faisait aussi partie de l'islam, et depuis longtemps. Les écrits d'Ibn Taymiyya, qui a théorisé la résistance aux envahisseurs mongols au début du XIV^e siècle, ont été largement utilisés par Daech.

Vous insistez sur le rôle du salafisme dans la fabrication du djihadisme.

Comment définir le salafisme ?

Hakim El Karoui : Plus de la moitié de ceux que nous avons étudiés est passée par une forme de salafisme avant de s'engager dans le djihad. Il y a un continuum entre salafisme et djihadisme, même si tous les salafistes ne deviennent pas djihadistes. L'objectif est de parvenir à une communauté vivant selon des préceptes religieux considérés comme purs. Il n'y a plus de référent commun ou de normes partagés possibles avec le reste de la société. Le salafisme ne propose pas la coexistence, mais au mieux l'ignorance, au pire la rupture violente. Il s'agit d'un projet totalisant et alternatif, très construit, reposant sur une vision clivée de la société et donc, effectivement, séparatiste.

Comment va évoluer le djihadisme en Europe ?

Hakim El Karoui : On peut dessiner deux scénarios. Celui qui est déjà en cours, une « salafisation » des esprits via le travail d'embrigadement. Ce djihadisme idéologique progresse à l'évidence, car de plus en plus de jeunes musulmans mesurent leur degré d'islamité par rapport à leur distance avec les normes salafistes. Ces militants du djihad idéologique sont perméables à la violence : le meurtrier de Samuel Paty était l'un d'entre eux. Un autre scénario, moins certain, est celui du djihad armé, violent, organisé, en France et en Europe, avec des attentats contre des cibles symboliques, dans la lignée par exemple des commandos du 13 novembre 2015.

Comment combattre la prise de pouvoir par le salafisme sur l'islam ?

Hakim El Karoui : Le sujet est idéologique, religieux, théologique. Il faut mener un travail de « désengagement », et soutenir ceux qui se battent en ce sens, notamment les associations musulmanes qui ont une vision éclairée de l'islam. L'État doit cesser de considérer que son action s'arrête à partir du moment où il rencontre des arguments religieux. Il faut des moyens pour financer le discours alternatif sur les réseaux sociaux, la présence auprès des détenus ou tout simplement la Fondation

pour l'islam de France. « Couvrez cette religion que je ne saurais voir » ne saurait être un programme d'action!

Recueilli par Isabelle de Gaulmyn

Un nouveau dialogue islamo-chrétien

— Les rencontres entre chrétiens et musulmans ont changé de visage depuis leurs débuts dans les années 1970, valorisant davantage les sujets épineux.

Pour Stéphanie Jozan, le premier « déclic » s'est produit en 2012, au moment de s'envoler pour un volontariat au Cameroun avec son mari Stanislas. « *Nous avions des amis qui, au même moment, partaient vivre dans une cité à Marseille. J'ai alors compris que les fameux "quartiers Nord" me faisaient plus peur que le Cameroun ! Faute de connaissances, j'avais une vision négative de l'islam.* » Peu après leur retour en France, en 2014, deuxième déclic : les attentats de 2015. La prise de conscience que les musulmans constituaient désormais une part importante de la société, et que celle-ci « *risquait de se fracturer si l'on continuait d'avoir peur les uns des autres* », pousse la famille Jozan à un choix radical : ne pas s'installer en centre-ville du Mans, où Stanislas venait d'être muté, mais dans un quartier prioritaire.

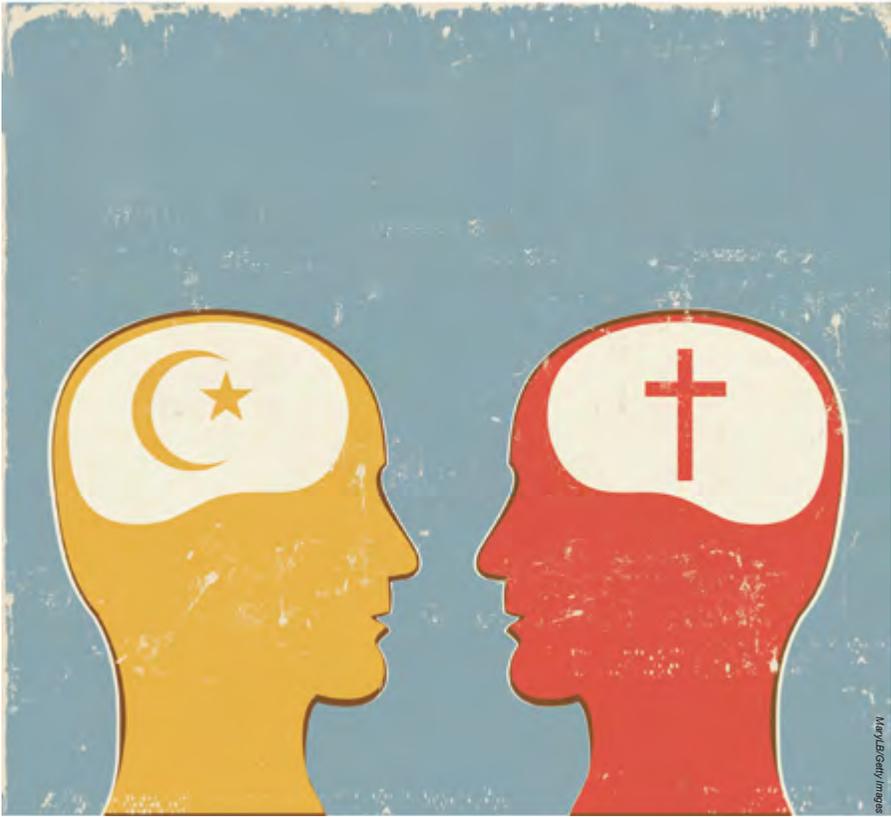
C'est là, aux Sablons, que Stéphanie s'est liée d'amitié, pour la première fois, avec des musulmanes. Aujourd'hui mère de cinq enfants, cette catholique de 39 ans a découvert, pendant ces trois années, un univers bien loin du sien. Avec néanmoins des points communs : les familles nombreuses, notamment, mais aussi et surtout la « *grande importance accordée à Dieu* ». Le couple, par ailleurs membre de la communauté de l'Emmanuel, a bientôt suivi la formation « Lumière du Christ », que cette communauté propose depuis 2017 pour « *porter la lumière du Christ aux musulmans* ».

« *Nous n'attendons pas leur conversion, on veut simplement aller à leur rencontre* », précise d'emblée le père Henry Fautrad, cofondateur de cette formation d'un an. Au fil de la quinzaine d'enseignements prodigués aux catholiques qui souhaitent vivre cette rencontre, une attention particulière est portée à « *l'altérité religieuse* ». Pour le prêtre, les différences ont trop longtemps été « *gommées* », et des « *raccourcis* » établis entre la Bible et le Coran, ou encore la prière chrétienne et la prière musulmane.

« *C'est dommage, car tant que l'on n'explore pas ces différences, on ne peut pas être véritablement à l'écoute de l'autre* », estime-t-il.

Témoigner de sa foi, dire en profondeur ce en quoi on croit... De nombreux chrétiens ressentent aujourd'hui ce besoin quand ils rencontrent des musulmans.

Cette manière de valoriser les différences plus que les points communs constitue sans nul doute une



inflexion d'importance par rapport aux « *trente glorieuses* » du dialogue interreligieux (l'expression est du pasteur genevois Jean-Claude Basset), entre les années 1970 et 2000. Dans l'enthousiasme de l'élan conciliaire, de nombreux chrétiens s'étaient alors engagés dans l'amitié avec des musulmans, souvent sous la forme d'une « quête du commun ». Plusieurs de ces structures historiques restent actives aujourd'hui, même si elles reconnaissent avoir du mal à attirer les plus jeunes.

Le 11 septembre 2001 et la montée du terrorisme au nom de l'islam ont en effet constitué un « tournant », bientôt confirmé par les attentats de 2015, selon le théologien Michel Younès qui aborde ces questions dans un livre récent⁽¹⁾. « *Certains catholiques se sont mis à taxer d'angélisme et de relativisme les personnes engagées dans ce dialogue, cherchant plutôt à mettre en avant les écarts irréductibles.* » Loin d'un « *consensus mou* » sous couvert de « *respect* », des chrétiens – de sensibilité souvent plus conservatrice que la génération précédente – prônent désormais un « *dialogue critique* ». D'autres refusent toutefois le dialogue, dont ils estiment qu'il fait barrage à l'évangélisation.

« Aujourd'hui, ce sont des chrétiens plus jeunes et plus aisés qui cherchent des musulmans bien insérés socialement, pour se rencontrer ou pour débattre. »

« nettement plus cash », où chrétiens et musulmans s'affrontent sur des sujets aussi polémiques que la laïcité ou l'islamophobie. « *Ce qui m'intéresse, c'est de ne pas en rester à mon propre vécu pour comprendre les positions qui ont cours dans les milieux musulmans.* » Par ces échanges, Geoffroy recherche aussi bien la « croissance spirituelle » que la « paix sociale »... même si la virulence de ces joutes verbales le « fatigue » parfois. « *La fatigue vient peut-être aussi du fait que depuis la crise sanitaire, nos échanges sont uniquement virtuels et donc moins incarnés* », ajoute-t-il.

Le dialogue interreligieux se serait-il mué en « débat interreligieux » ? Saïd Oujibou, ancien musulman devenu pasteur évangélique, incarne avec panache cette volonté de « parler vrai » et de « mettre des mots sur des maux ». Depuis une douzaine d'années, il anime des rencontres enflammées entre chrétiens et salafistes, qui attirent parfois plusieurs centaines de personnes. « *Les musulmans, même radicaux, ont soif de ces échanges, ils veulent qu'on leur donne la parole. Je leur fais sentir que je les aime, ce sont mes petits frères ! Mais je partage clairement mes convictions avec eux : même si je respecte beaucoup Mohammed, je ne peux pas, théologiquement, le reconnaître comme un prophète.* »

Témoigner de sa foi, dire en profondeur ce en quoi on croit... Sans pousser jusqu'à l'exubérance d'un Saïd Oujibou, de nombreux chrétiens ressentent aujourd'hui ce besoin quand ils rencontrent des musulmans. Même si un « *apprivoisement réciproque* » et un « *climat de confiance* » sont souvent des préalables indispensables à de tels échanges. « *Nous avons commencé par aborder des questions très quotidiennes, ce n'est que plus tard que sont venus les sujets liés à la foi* », se souvient ainsi Marie-Régine de Jaureguiberry, membre de l'association Le message de Tibhirine, qu'elle a contribué à créer à Lyon en 2016.

Soucieuse de ne pas « *dire n'importe quoi* » de sa religion catholique, cette ancienne ingénieure commerciale de 57 ans a d'abord suivi une formation dans son diocèse, puis un cours d'introduction à l'islam délivré par Michel Younès, à l'Université catholique de Lyon (Ucly). Une exigence intellectuelle qui ne surprend guère le théologien. « *Le dialogue islamo-chrétien a changé de milieu social*, explique-t-il. *S'il prenait plutôt les traits, dans les années 1970, de la solidarité avec des travailleurs immigrés, aujourd'hui, ce sont des chrétiens plus jeunes et plus aisés qui cherchent des musulmans bien insérés socialement, pour se rencontrer ou pour débattre.* »



Le tout à partir de terrains communs qui, eux non plus, ne sont plus ceux d'il y a cinquante ans. Le groupe de rencontre dont fait partie Marie-Régine de Jaureguiberry s'est ainsi constitué à la suite des mobilisations de 2012-2013 contre le mariage homosexuel. Conscients d'être minoritaires dans la société, ces croyants se sont découvert, à cette occasion, des « *valeurs communes* » bientôt devenues un « *moteur puissant* » pour la rencontre.

Mélinée Le Priol

(1) *Les Approches chrétiennes de l'islam*, Éd. Cerf patrimoines, 364 p., 29 €.

repères

Des lieux pour le dialogue

Service national pour les relations avec les musulmans (SNRM). Créé en 1973 et nommé Service pour les relations avec l'islam (SRI) jusqu'en 2015, ce service dirigé par le père Vincent Feroldi dépend de la Conférence des évêques de France. Il mène une réflexion théologique et pastorale relayée, dans de nombreux diocèses, par des délégués.

Groupe des foyers islamo-chrétiens (GFIC). Créé en 1977 par cinq couples mixtes, ce groupe rassemble des couples de tous âges, désireux de partager leurs réflexions au sujet de la vie spirituelle ou de l'éducation des enfants. Cafés mensuels, retraites et rassemblements sont organisés.

Groupe d'amitié islamo-chrétienne (Gaic). Créée en 1993 à l'initiative d'intellectuels des deux religions, cette association organise des colloques et anime chaque année, en octobre, la Semaine de rencontres islamo-chrétiennes.

Coexister. Créé en 2009, ce mouvement qui se dit « *interconvictionnel* » rassemble des jeunes dans une volonté d'éducation populaire. Il existe déjà 45 groupes en France, et dix sont en cours de création.

Efesia. Créée en 2015, cette association a lancé la même année l'initiative « Ensemble avec Marie », qui propose des rencontres interreligieuses autour de la figure de Marie.

« Ne nous croyons pas propriétaires de la vérité »

Mgr François Bousquet⁽¹⁾

Ancien directeur de l'Institut de science et de théologie des religions (ISTR)

— Mgr François Bousquet met en garde contre un certain « *surplomb* » dans la rencontre avec des musulmans.

En parallèle du dialogue interreligieux, des catholiques s'engagent dans l'évangélisation des musulmans (Jésus le messie, Missionnaires de la miséricorde divine, etc.). Quel regard portez-vous sur ces initiatives ?

Mgr François Bousquet : L'annonce du Christ ne peut se faire que dans un esprit de dialogue. Venir avec un haut-parleur et proclamer « sa » vérité sans prendre en compte son interlocuteur me semble contre-indiqué, et même contre-productif. Or l'une des tentations d'aujourd'hui, c'est de se croire propriétaire de la vérité : pour moi, il faut plutôt se placer sous la vérité, en ayant conscience qu'elle est toujours plus grande que ce qu'on en perçoit.

Personnellement, j'ai du mal à comprendre ceux qui rêvent de convertir les musulmans dans une sorte de nouvelle croisade. Présenter la « seigneurie » du Christ comme une domination ne ressemble d'ailleurs pas à ce que fait Jésus dans les Évangiles : il ne s'y annonce pas lui-même, mais prêche toujours le Royaume de Dieu.

Comment s'articulent, théologiquement, le dialogue et l'annonce ?

Mgr F. B. : En 1991, il y a tout juste trente ans, le texte « *Dialogue et annonce* » a été rédigé conjointement par la Congrégation pour l'évangélisation des peuples et le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux. Il énonce que ces deux attitudes ne sont pas incompatibles, mais pas non plus interchangeables : ce sont deux éléments de la mission évangélisatrice de l'Église (n. 77-78).

Le dialogue exige équilibre, conviction religieuse et ouverture à la vérité (n. 47-50). L'annonce, qui est l'un des nombreux visages de l'évangélisation, consiste à exprimer explicitement la bonne nouvelle du salut en Jésus-Christ.

Comment la position de l'Église a-t-elle évolué au cours de l'histoire vis-à-vis des musulmans ?

Mgr F. B. : Hélas, l'histoire des rapports entre chrétiens et musulmans est émaillée de guerres, d'incompréhensions et de revanches : nous avons en partage une lourde

Respecter la liberté de l'autre et voir le meilleur de son rapport à Dieu.

comme saint François est rare.

Mais le concile Vatican II (1962-1965, *NDLR*) a remis le dialogue au cœur de la foi chrétienne. À mon sens, cela découle de la présence en une même assemblée de plus de 2 000 évêques issus des cinq continents, soucieux, après un siècle de guerres folles suivies des décolonisations, de valoriser le dialogue au service de la paix.

Quels conseils donneriez-vous à des chrétiens qui souhaitent vivre la rencontre avec des musulmans ?

Mgr F. B. : D'abord, se rencontrer à hauteur de visage, sans surplomb. Ensuite, respecter la liberté de l'autre et voir le meilleur de son rapport à Dieu : concernant les musulmans, il y a de quoi être impressionné par la qualité radicale de leur rapport à la transcendance (Dieu est toujours « *plus grand* »), ainsi que par l'évidence sociale de la présence de Dieu dans leur vie quotidienne (par la prière journalière).

Il ne faut bien sûr pas craindre de s'affirmer comme chrétien, mais s'engager dans un débat christologique et trinitaire ne me semble pas être la bonne solution face à un musulman – à moins d'avoir étudié la tradition chrétienne attestant l'unicité de Dieu –, car la conversation serait alors bloquée dès le début. Enfin, je crois que le dialogue de la charité, avec une attention partagée pour les pauvres et les petits, parle immédiatement et rend la rencontre fructueuse.

Recueilli par Mélinée Le Priol

(1) En 2009, il a publié avec Dalil Boubakeur *Chrétiens et musulmans ont-ils le même Dieu ?*, Salvator, 96 p., 10 €.